

Françoise MENGIN (CERI-FNSP)

**De la concurrence des régimes de domination hégémonique sur l'île de
Taiwan, à la reconduction des modes d'accommodement
à la sujétion impériale**

Bien que la Chine populaire revendique sa souveraineté sur l'île de Taiwan, celle-ci jouit d'une indépendance de fait : outre le « miracle économique » et le plus haut niveau de vie en Asie après le Japon dès les années 1970, il y a la démocratisation du régime à partir de la fin des années 1980 avec l'instauration du multipartisme, des institutions représentatives élues au suffrage universel et régulièrement renouvelées, l'alternance, un contrôle étroit du législatif sur l'exécutif et une protection des libertés publiques. Tenter d'analyser cette démocratie en convoquant non seulement le statut non reconnu de cet Etat mais aussi son passé colonial peut paraître relever de l'argutie scientifique.

En outre, l'histoire contemporaine de Taiwan, plus que toute autre peut-être, est généralement appréhendée en termes de ruptures. De fait, après avoir été cédée au Japon par l'empire qing en 1895 et appelée à demeurer une possession de l'empire nippon, l'île est revenue sous souveraineté chinoise en 1945 hors de tout processus conflictuel ou négocié entre le colonisateur et les colonisés. Mais loin de se couler dans le statut d'une province chinoise à part entière, Taiwan a aussitôt été recolonisé par ceux-là même, les nationalistes chinois, qui avaient exigé sa décolonisation, tandis que l'antagonisme sino-japonais scellé pendant la guerre ne pouvait que conduire à l'éradication coercitive de toute mémoire de la colonisation nippone de l'île. Et si la décolonisation nationaliste qui caractérise la démocratisation des institutions dans les années 1990 s'est tout entière effectuée dans la

continuité du régime, la réappropriation tardive de la colonisation japonaise par la majorité insulaire de la population signale avant tout, et un rejet de l'hégémonisme nationaliste d'après-guerre, et un rejet de la revendication irrédentiste chinoise sur l'île, légitime aux yeux de la communauté internationale.

De plus, chacune des séquences est irréductible l'une à l'autre : une colonisation en bonne et due forme par le Japon, une colonisation fictive mais à travers des pratiques concrètement coercitives par les nationalistes chinois, une intimidation en surplomb assujettissant Taiwan à la Chine populaire aujourd'hui.

Mais au-delà de la concurrence des projets hégémoniques et des ruptures fortes qu'elles induisent, il reste la sujétion durable de Taiwan à des modes de domination hégémonique, certes hétérogènes, mais qui sont plus enchevêtrés que disjoints du fait des ajournements et donc des réappropriations tardives du moment postcolonial. Il s'agit donc d'analyser le champ hégémonique produit par ces différentes séquences, une surdétermination du politique par un débat identitaire dont les modalités en termes d'antagonismes comme de compromis et de dépassement ont été circonscrites à l'époque coloniale japonaise.

L'assujettissement à la domination hégémonique, matrice du politique à Taiwan

Les faux termes du débat sur la spécificité de la colonisation japonaise

Dans l'historiographie dominante, l'empire colonial japonais est appréhendé comme une « anomalie »¹⁹⁶ : une puissance coloniale tardive, qui venait elle-même d'échapper à la colonisation, faiblement capitalistique, dont l'essentiel de ses colonies était situé à proximité de la métropole, qui n'était pas « blanche » et donc considérée comme ethniquement proche de ses colonisés¹⁹⁷. S'il est certain que l'annexion de Taiwan par le Japon relève de la pure contingence historique, la colonisation nippone de l'île s'est traduite par un projet hégémonique dont les modalités sont spécifiques, changeantes et historiquement situées mais

¹⁹⁶ « The Japanese Colonial Empire as an Anomaly », in Mark R. Peattie, « Introduction », in Ramon H. Myers et Mark R. Peattie, *The Japanese Colonial Empire, 1895-1945*, Princeton, Princeton University Press, 1984, pp. 6-15.

¹⁹⁷ Ibid., pp. 6 et 7.

qui, en tant qu'appareil hégémonique, participe pleinement du système impérialiste de l'occident industriel.

« If Japan is incommensurable, it is incommensurable in ways commensurate with other modern nation-cultures in the historical specificity of its modern entanglements »¹⁹⁸.

L'annexion de Taiwan en 1895 n'est pas le résultat d'une politique planifiée de longue date. Le Japon a rejoint le camp des impérialistes occidentaux en pleine transition Meiji, six ans seulement après l'adoption de la constitution de 1889, et au moment même où il négocie ses propres « traités inégaux »¹⁹⁹. Le Japon ne recouvrera son entière souveraineté juridique qu'en 1899 et son autonomie tarifaire en 1911 seulement. Mais la décision de Pékin d'attacher un mentor chinois à la famille royale coréenne déclenche, à l'initiative du Japon, la guerre sino-japonaise (août 1894-avril 1895) : Tokyo rejette le principe d'une neutralisation de la Corée qui aurait laissé persister une forme de suzeraineté chinoise et cherche surtout à prévenir toute ingérence britannique ou russe. Aux termes du traité de Shimonoseki du 17 avril 1895, le Japon obtient l'indépendance de la Corée, la cession de l'île de Taiwan et de l'archipel des Pescadores (Penghu), la péninsule du Liaodong²⁰⁰ et la parité avec les occidentaux en Chine.

Non seulement Taiwan n'a nullement été l'enjeu du conflit, mais aucun combat ne s'est déroulé sur l'île. Ce n'est qu'à la toute fin de la guerre, en mars, que l'archipel des Pescadores a été occupé par l'armée japonaise et c'est pendant la négociation du traité que le Premier ministre Ito Hirobumi²⁰¹ exige, pour prix de la victoire nippone, la cession de l'île de Taiwan et des Pescadores²⁰².

Pour contingente que puisse être l'annexion de Taiwan, l'épisode signale l'entrée du Japon dans le concert des puissances impériales. D'une part, la guerre comme la négociation

¹⁹⁸ Marilyn Ivy, *Discourse of the Vanishing : Modernity, Phantasm, Japan*, Chicago, University of Chicago Press, 1995, p. 6.

¹⁹⁹ Harry J. Lamley, « Taiwan under Japanese Rule, 1895-1945 : The Vicissitudes of Colonialism », in Murray A. Rubinstein, *Taiwan: A New History*, Armonk et Londres, M. E. Sharpe, 1999, p. 204.

²⁰⁰ Six jours après la signature du traité, la France, la Russie et l'Allemagne obligeront le Japon à restituer le Liaodong.

²⁰¹ Dans le corps de ce texte l'usage japonais et chinois de faire précéder le prénom du nom de famille est conservé.

²⁰² Edward I-te Chen, « Japan's Decision to Annex Taiwan : A Study of Ito-Mutsu Diplomacy, 1894-95 », *Journal of Asian Studies*, vol. 37, n° 1, novembre 1977, pp. 66 et 67.

du traité révèlent la quête du Japon de devenir une nation impériale à égalité avec les puissances occidentales²⁰³. D'autre part, en portant tardivement son choix sur Taiwan, le gouvernement japonais privilégie aussitôt les intérêts économiques et stratégiques de la métropole en devenir. Située à proximité de l'archipel nippon, l'île devait constituer un débouché pour la toute nouvelle industrie japonaise et lui fournir les matières premières nécessaires à son développement ; à terme, elle servirait les futures visées impériales du Japon en se transformant en avant-poste de son expansion vers la Chine du Sud et l'Asie du Sud-est²⁰⁴.

Ainsi, bien que ne résultant pas d'une politique d'expansion coloniale à long terme, l'annexion de Taiwan en marque le commencement : chaque colonie sera obtenue à la suite d'une décision délibérée de Tokyo tout entière pesée en fonction des intérêts stratégiques du Japon²⁰⁵. Surtout, tout au long des cinquante années de l'entreprise impériale nipponne, Taiwan est resté l'avant-poste de sa politique coloniale. Pour Goto Shimpei, chef de l'administration civile de Taiwan entre 1898 et 1906, l'île devait être considérée comme « l'université du colonialisme » japonais²⁰⁶. Même après l'acquisition de la Corée, elle a toujours été présentée comme le modèle de la colonisation japonaise, les modalités de la colonisation des autres territoires étant toujours appréciées par rapport à celles mises en œuvre à Taiwan. Laboratoire et modèle de l'impérialisme nippon, Taiwan devait cependant être marginalisé dans les études coloniales et postcoloniales en raison d'une présumée spécificité de la colonisation japonaise à la fois « sans capital » et « non blanche ».

Un impérialisme sans capital ?

L'annexion de Taiwan a longtemps été perçue comme une forme de luxe que le Japon n'aurait dû se permettre, à tout le moins exceptionnel. Cette thèse était même défendue par des politiciens nippons de l'époque, tel Takekoshi Yosaburo, journaliste et membre de la Diète, qui, après s'être rendu sur l'île en 1904, estimait que le succès du Japon était remarquable non seulement parce qu'il n'existait pas alors une classe de puissants marchands

²⁰³ Ibid., pp. 71 et 72.

²⁰⁴ Marius B. Jansen, « The Meiji State 1868-1912 », in James B. Crowley (dir.), *Modern East Asia: Essays in Interpretation*, New York, Harcourt, Brace and World, 1970, p. 115.

²⁰⁵ Peattie, « Introduction », chap. cit., p. 8.

²⁰⁶ Leo T. S. Ching, *Becoming «Japanese»: Colonial Taiwan and the Politics of Identity Formation*, Berkeley, Los Angeles et Londres, University of California Press, 2001, p. 17.

nippons, mais surtout parce que le pays souffrait d'une pénurie de capitaux²⁰⁷. La thèse d'un impérialisme sans capital est clairement résumée par l'un des principaux historiens du capitalisme japonais, Jon Halliday :

« Japan, however, was too backward and poor to engage in full-scale colonialism on equal terms with the great powers. This drove the regime in two directions: heavy borrowing abroad to pay for colonialism, and military pressure to retain Japan's privileges. Japanese capitalism was already 'capitalism without capital', and Japanese imperialism was, *a fortiori*, imperialism without capital. This situation was aggravated by the high level of domestic exploitation. Minimal purchasing power at home pushed Japanese capitalism (highly concentrated from the start) into a search for markets abroad. The government sponsored the creation of imperialistic banks. These, however, were permanently short of funds and as a result had to borrow abroad *for use abroad* : 44 percent of all money borrowed abroad by Japan in this period was used on the continent of Asia. »²⁰⁸

Mais dans le débat sur la prétendue spécificité de la colonisation japonaise, la question centrale n'est pas tant que le Japon ait ou non possédé les moyens matériels de rivaliser avec les puissances occidentales, mais bien qu'il se soit posé en rival de celles-ci. N'étant pas le stade suprême du capitalisme, force serait de reconnaître la spécificité de l'impérialisme nippon, si les théoriciens marxistes de l'impérialisme n'avaient avant tout mis l'accent, non sur les relations entre les métropoles et leurs colonies, mais sur celles entre les puissances impérialistes elles-mêmes. L'un des principaux historiens japonais du colonialisme, Yanaihara Tadao (1893-1961), l'avait reconnu dès 1929 dans son étude fondatrice de l'impérialisme nippon à Taiwan :

« Yanaihara (...) points out that although Japan lacked the « substance » (*jishitsu*) of a practitioner of imperialism as a nation in the highly developed stage of monopoly capitalism, « ideologically » (*ideologitekini*) Japan was already a credible imperialist nation. (...) In this regard, Yanaihara argues that the Sino-Japanese War cannot be conceived simply as a 'national war' (*kokumin senso*), but must be seen as having the characteristics of a 'premature imperialism' (*sojuku teikokushugi*), an 'earlier stage of imperialism' (*teikokushugi zenki*) (...). Yanaihara calls this 'a non-imperialist nation's practice of imperialism' (*hiteikokushugikoku no tekikokushugiteki jissen*). »²⁰⁹

²⁰⁷ Ibid., p. 17.

²⁰⁸ Jon Halliday, *A Political History of Japanese Capitalism*, New York, Pantheon Books, 1975, p. 100. Souligné dans le texte.

²⁰⁹ Ching, *Becoming «Japanese» ...*, op. cit., pp. 23 et 24.

De fait, les cinquante années pendant lesquelles Taiwan fut annexé au Japon ne peuvent s'analyser autrement qu'en partant de la définition la plus communément admise de la colonisation - la domination d'une minorité étrangère sur une population culturellement différente – et de l'une de ses *summa divisio* les plus usuelles - colonie d'exploitation versus colonie de peuplement –, les productions de l'île, ses importations et ses exportations étant tout entières dirigées au bénéfice de la métropole, tandis que seule une minorité de Japonais de la métropole (*naichijin*) a été dépêchée dans la colonie pour encadrer, de manière coercitive et policière, les insulaires (*hontojin*) et développer l'industrie sucrière. Soumise à un gouvernement militaire pendant les huit premiers mois, la colonie fut ensuite administrée par le Gouvernement général de Taiwan (*Taiwan sotokufu*) à la suite de la promulgation, le 30 mars 1896, par la Diète impériale de la loi n° 63 (*Taiwan ni shiko subeki horei kansuru horitsu* ou loi relative aux lois et décrets appliqués à Taiwan) octroyant au gouverneur général (*Taiwan Sotoku*) tous pouvoirs, aussi bien exécutif et que législatif.

En quelques années, Taiwan devint une dépendance de l'économie japonaise à travers un double processus de re-subordination des marchands taiwanais, d'une part et, de l'autre, de substitution du capital local au capital étranger. Dès les premières années de la colonisation, les entreprises occidentales installées à Taiwan avant l'arrivée des Japonais furent rapidement marginalisées sauf en ce qui concerne l'exportation du thé, tandis que les compagnies de navigation japonaises monopolisèrent le trafic des marchandises et des passagers²¹⁰. Surtout, les marchands taiwanais, jusque-là négociants de la cour impériale qing, furent contraints de commercer avec la métropole japonaise²¹¹ sans pouvoir exercer aucun contrôle sur les cours du marché²¹². Ainsi, dès 1902, l'essentiel du commerce extérieur de l'île se faisait non plus avec la Chine mais avec le Japon²¹³, les exportations se composant principalement de riz, de sucre et de camphre, les importations de produits finis. Avec le surplus commercial dégagé par les importations de produits finis japonais et surtout par l'augmentation considérable des taux d'imposition – très supérieurs non seulement à ceux pesant sur les insulaires lorsqu'ils étaient sous administration chinoise, mais aussi à ceux pesant sur les Japonais de la métropole²¹⁴ –, la colonie est devenue financièrement autonome dès 1905 et le colonisateur

²¹⁰ James W. Davidson, *The Island of Formosa: Past and Present*, Londres et New York, Macmillan, 1903, pp. 624-646.

²¹¹ Chih-ming Ka, *Japanese Colonialism in Taiwan : Land Tenure, Development, and Dependency, 1895-1945*, Boulder, Westview, 1995, pp. 62-69.

²¹² Ibid. pp. 62-74.

²¹³ Lamley, « Taiwan under Japanese Rule ... », chap. cit., p. 209.

²¹⁴ Ka, *Japanese Colonialism in Taiwan ...*, op. cit. p. 54.

nippon a aussitôt engagé des programmes de modernisation des infrastructures de l'île mais aussi de l'agriculture afin d'accroître les rendements et donc les exportations vers le Japon.

La priorité ayant été donnée au secteur agricole, seule une industrie légère a commencé à se développer dans les années 1920 – industrie agroalimentaire et artisanat – essentiellement aux mains des insulaires²¹⁵, les entreprises modernes de l'industrie sucrière étant aux mains des Japonais. C'est seulement avec l'arrivée de l'amiral Kobayashi Sizo²¹⁶ à la tête du gouvernement général en septembre 1936 et surtout le début de la guerre sino-japonaise quelques mois plus tard en juillet 1937, que le développement d'une industrie lourde fut entrepris afin de faire de la colonie un avant-poste de l'expansion japonaise vers le Sud (*nanshin*)²¹⁷, une industrie entièrement investie par des capitaux japonais de l'île mais aussi de la métropole, y compris ceux des grands conglomérats (*zaibatsu*)²¹⁸. Cette industrialisation tardive entraîna un transfert conséquent de la main-d'œuvre du secteur agricole vers le secteur industriel, le nombre d'ouvriers passant de 68 000 en 1935 à 214 000 en 1943²¹⁹.

Une puissance coloniale non blanche ?

Au-delà de l'accession tardive du Japon dans le concert des puissances impérialistes, l'irréductible spécificité de la colonisation japonaise résulterait de l'impossible inscription de la relations colonisateur/colonisés dans la dualité occidental/non occidental ou encore blanc/non blanc, mais dans un ensemble défini par une affinité culturelle, voire raciale. A cet égard, force est d'abord de reconnaître que la construction de cette spécificité renvoie à l'hégémonie coloniale occidentale, d'une part, et à la mainmise des universités occidentales sur les études coloniales et postcoloniales, d'autre part. Mais si la différence comme la similitude culturelle et ethnique sont des construits, il reste que c'est à partir du clivage blanc/non blanc que s'est structuré le double positionnement du Japon vis-à-vis des puissances coloniales occidentales comme vis-à-vis de ses colonisés. Autrement dit, le

²¹⁵ Samuel P. S. Ho, *Economic Development of Taiwan, 1860-1970*, New Haven, Yale University Press, 1978, pp. 71-73.

²¹⁶ Bien que n'appartenant plus à la marine, Kobayashi imprima aussitôt un style militaire au gouvernement de la colonie.

²¹⁷ Mark R. Peattie, « *Nanshin* : the 'Southward Advance,' 1931-1941, as a Prelude to the Japanese Occupation of Southeast Asia », in Peter Duus, Ramon H. Myers et Mark R. Peattie, *The Japanese Wartime Empire 1931-1945*, Princeton, Princeton University Press, 1996, pp. 214-216.

²¹⁸ Ho, *Economic Development of Taiwan ...*, op. cit., pp. 86 et 87.

²¹⁹ Lamley, « *Taiwan under Japanese Rule ...* », chap. cit., p. 237.

discours sur la race a fait partie intégrante de l'idéologie colonisatrice du Japon²²⁰. En fait, le discours du colonisateur n'a cessé d'osciller entre celui de la différence et celui de la similitude culturelles et raciales parce que précisément le monde avait déjà été divisé entre les « blancs » et les autres. Puissance coloniale tardive, le Japon a dû à la fois se positionner et se réapproprier la stratégie des puissances coloniales afin d'asseoir, comme elles, sa « supériorité de *position* » selon la formule d'Edward Saïd²²¹. Mais loin de le faire de manière univoque, il a instrumentalisé sa relation à la fois à l'ouest blanc et à l'ethnie han pour légitimer, et la colonisation, et ses pratiques discriminatoires.

« The call for cultural and racial affinity under the slogans of *dobun doshu* (same script, same race) and *isshi dojin* (impartiality and equal favor) between the Japanese and its colonized peoples was not 'natural' (...) The discourse of racial and cultural affinity was incorporated into the overall colonial discourse of assimilation and imperialization at various historical moments to legitimize colonial rule on the one hand, and to differentiate and deter Western imperialism on the other. »²²²

Pour ce qui concerne le principe même de la colonisation, le discours japonais s'est construit avec constance sur la mise à distance de l'occident blanc. Le discours dominant partagé tant par les membres de l'administration coloniale que par les membres de l'élite japonaise était celui d'une possible assimilation (*doka*) entre les Japonais de la métropole (*naichijin*) et les insulaires (*hontojin*) en raison d'une conviction largement répandue d'une affinité culturelle et raciale entre la majorité han des insulaires et les Japonais²²³. Mais il ne s'agissait là que d'un horizon doctrinaire renvoyant au principe de « l'impartialité et de l'équité » (*isshi dojin*) gouvernant la relation de l'empereur Meiji à l'ensemble de ses sujets. Plus spécifiquement, c'est en empruntant la rhétorique même du colonisateur blanc que le Japon a cherché à mettre à distance celui-ci pour mieux légitimer sa propre entreprise coloniale. Ayant évité de justesse d'être lui-même colonisé et n'étant pas parvenu à la conférence de Paris à faire inscrire dans le traité de Versailles le principe de l'égalité des races, le Japon s'est efforcé de légitimer ses propres possessions en présentant ses pratiques coloniales comme plus « humaines » et plus « bénéfiques » pour les colonisés que celles des puissances occidentales. Mais, en fait, un tel discours ne se démarquait guère sur le fond de

²²⁰ « There is no doubt that race constituted an important subtext that influenced the Japanese view of their relationship to the white imperialists and was a fundamental element of its own colonizing ideology. » in Ching, *Becoming «Japanese»*..., op. cit., pp. 18 et 19.

²²¹ Edward W. Saïd, *L'orientalisme : l'Orient créé par l'Occident*, Paris, Le Seuil, 2005, p. 20. Souligné dans le texte.

²²² Ching, *Becoming «Japanese»*..., op. cit., p. 26.

²²³ Lamley, « Taiwan under Japanese Rule ... », chap. cit., p. 205.

celui des colonisateurs occidentaux puisqu'il présupposait, lui aussi, une mission civilisatrice dont le Japon devait s'acquitter dans ses colonies. En mettant en avant ses pratiques plus humaines, le Japon tentait seulement de se désolidariser des impérialistes occidentaux pour mieux rivaliser avec eux sur leur propre terrain, celui des pratiques discriminatoires. Le journaliste libéral, membre de la Diète, Takekoshi Yosaburo écrivait, dès 1905, en avant-propos de son livre sur Taiwan :

« Western nations have long believed that on their shoulders alone rested the responsibility of colonizing the yet unopened portions of the globe, and extending to the inhabitants the benefits of civilisation; but now we Japanese, rising from the ocean in the extreme Orient, wish as a nation to take part in this great and glorious work. Some people, however, are inclined to question whether we possess the ability requisite for such a task. I felt that these would doubt no longer, could they but read the account of our successes in Formosa²²⁴. »

De fait, bien que changeantes, les modalités concrètes de la colonisation japonaise de Taiwan ont reposé sur une discrimination systématique de la population insulaire. Dans un premier temps, entre 1895 et 1915, alors que le colonisateur devait encore affronter des révoltes armées, sporadiques et locales, des propriétaires terriens, toute mise en œuvre effective d'une politique d'assimilation a été écartée. Non seulement le gouvernement général repousse celle-ci - Goto Shimpei, chef de l'administration civile de l'île entre 1898 et 1906, affirme qu'il faudra au moins huit ans d'assimilation culturelle pour que les Taiwanais puissent s'élever au niveau des Japonais²²⁵ - mais le discours de l'élite progressiste japonaise, tout en justifiant à terme une politique assimilationniste, théorise une approche gradualiste, autrement dit la différence radicale entre colonisateurs et colonisés. Ainsi le même journaliste libéral, membre de la Diète, écrivait en 1915 :

« We of the latter-day school of the science of government firmly believe that the government of a colony cannot go beyond biological laws; that is, in governing Formosa, for instance, we must govern the Formosans not as we do the Japanese, but as we should the Formosans. We should not necessarily forbid the tying of the feet, nor should we compel the men of Formosa to cut off their queues. We need not take pains to exact homage from the natives, but should

²²⁴ Yosaburo Takekoshi, *Japanese Rule in Formosa*, London, Bombay et Calcutta, Longmans, Green and Co, 1907, p. vii.

²²⁵ Ching, *Becoming « Japanese »*..., op. cit., p. 25.

allow them to live and have their being to suit themselves. What we need is to hold the island responsible to us in larger issues. »²²⁶

Et l'adoption officielle d'une politique dite d'assimilation (*doka*) entre 1920 et 1937 n'avait pour objet que de circonvenir l'élite locale – propriétaires terriens et intellectuels – afin qu'elle ne puisse se constituer en contrepouvoir : cette élite était invitée, sur un plan formel, à se nipponifier en renonçant à la pratique du bandage des pieds et du port de la natte, et en adoptant les us et coutumes du colonisateur, sa langue ou ses pratiques vestimentaires. Mais cette politique déclarée d'assimilation ne s'est pas accompagnée de l'octroi de droits politiques et de la suppression des pratiques discriminatoires dans le domaine économique et social, y compris l'interdiction des mariages mixtes par exemple. L'assimilation déclarée se ramenait donc à une politique d'assimilation discriminatoire (*sabet suteki doka seisaku*)²²⁷ reposant avant tout sur une acculturation (*kyoka*) progressive des colonisés et non sur leur admission comme sujet impérial à part entière.

Or c'est bien pour pouvoir recruter la population insulaire – hommes et femmes – dans les rangs de l'armée impériale dès le début de la guerre sino-japonaise qu'a été mise en œuvre la politique dite d'impérialisation (*kominka*) entre 1937 et 1945. Loin des idéaux de l'assimilation, elle a cependant été une politique d'assimilation coercitive avec, d'une part, la prohibition de l'usage du chinois et des dialectes locaux, l'obligation de nipponifier les noms de famille chinois (*kaiseimei*) ou de se convertir au shintoïsme, la généralisation des tenues vestimentaires japonaises, et, d'autre part, l'interdiction de toute forme d'opposition politique locale avec la fermeture de tous les journaux, partis politiques, et syndicats et l'emprisonnement ou la mise en résidence surveillée des opposants réels ou présumés.

Enfin, tandis que la mise à distance de l'occident blanc par le colonisateur nippon n'a servi qu'à mieux rivaliser avec celui-là sur son propre terrain, les Taiwanais, pour leur part, ont clairement identifié le Japon à l'occident moderniste ce qui, en retour, a servi à légitimer le pouvoir colonial²²⁸.

²²⁶ Takekoshi, Yosaburo, « Japan's Colonial Policy », in Masaoka Naoichi (dir.), *Japan to America*, New York, G. P. Putman's Sons, 1915, p. 97, cité *ibid.*, p. 101.

²²⁷ Yee, Yong-suk, « 'Doka' to wa nanika » (Comment définir la 'doka'), *Gendai shiso*, vol. 24, n° 7, 1996, p. 157 cité *ibid.*, p. 105.

²²⁸ Cette question est abordée *infra*.

« Regardless of Japan's ambivalent relationship to the West, for the Taiwanese intellectuals, Japan irrefutably represented the modern, as compared to the colonizing West. »²²⁹

De fait, le colonisateur nippon a cherché à désamorcer l'opposition locale non seulement en cooptant les Taiwanais dans la bureaucratie coloniale (y compris la police), au niveau des municipalités principalement, mais aussi en généralisant l'accès à la médecine occidentale et à l'enseignement, nombre d'étudiants taiwanais poursuivant leurs études supérieures dans la métropole.

L'occultation du débat sur la colonisation japonaise : une décolonisation triplement confisquée

S'il s'avère peu heuristique d'analyser la colonisation japonaise en termes de colonisation non occidentale, sa spécificité doit néanmoins être posée en raison de l'absence de tout processus de décolonisation. Cette carence, ce vide, a empêché tout retour critique sur la période coloniale et, par là même, ajourné la réappropriation du moment colonial et de toutes ses ambivalences.

15 août 1945, midi quinze : la décolonisation est consommée

Bien que la déclaration de Potsdam du 26 juillet 1945 sur la capitulation sans conditions du Japon ait confirmé l'engagement pris par les alliés à la conférence du Caire en 1943 de restituer Taiwan et les Pescadores à la Chine après la défaite japonaise²³⁰, la population de l'île était plus que jamais, pendant l'été 1945, engagée dans la guerre du Pacifique : trente mille Taiwanais avaient déjà péri dans les rangs de l'armée impériale²³¹ tandis que l'île se préparait à un siège de l'armée américaine.

Dès lors, la décolonisation a été vécue en quelques minutes, le 15 août 1945 à midi quinze, lorsque fut radiodiffusé le message de l'empereur Hirohito annonçant à la nation la capitulation sans conditions du Japon²³².

²²⁹ Ching, *Becoming « Japanese »*..., op. cit., p. 29.

²³⁰ La déclaration ne mentionne pas Taiwan mais limite la souveraineté du Japon aux îles Honshu, Hokkaido, Kyushu et Shikoku, et à des îles mineures restant à déterminer.

²³¹ Lamley, « Taiwan under Japanese Rule ... », chap. cit., note 228, p. 260.

²³² Cette capitulation avait été annoncée la veille aux alliés.

« They told me that at noon that day Hirohito himself had been on the wireless. His voice was very hoarse and there had been a lot of static so they had not heard clearly what he was saying. The mayor had been in secret contact with the county and prefectural authorities and all the Japanese in town had gone to his quarters for discussions on something... There was no doubt that something momentous had happened. »²³³

« The center of power and authority for fifty years had vanished overnight »²³⁴

Dans les jours qui suivirent, dans la colonie comme en métropole, nombre d'officiers japonais se suicidèrent, tandis que la population taiwanaise fut soumise à une intense propagande des alliés dénonçant les méfaits de l'administration japonaise²³⁵. Mais sous l'autorité du dernier gouverneur général, le général Ando, le maintien de l'ordre public fut assuré²³⁶ jusqu'à l'arrivée des premiers contingents de l'armée chinoise quelques semaines avant la signature officielle de la restitution de Taiwan à la Chine le 25 octobre.

La dissolution de l'empire n'a donc pas été le résultat d'un processus conflictuel et/ou négocié entre le colonisateur et les colonisés. En outre, alors qu'en 1895 le traité de Shimonoseki avait laissé aux habitants de l'île la possibilité de demeurer chinois, au prix de leur départ de l'île, toute consultation de la population insulaire a été écartée par les alliés lors des conférences du Caire et de Potsdam.

La reconstruction du Japon et l'impasse sur la mémoire coloniale

Défaits par la guerre et victimes de l'expérience atomique, les Japonais n'ont pas été confrontés au moment postcolonial et à tous ses débats. Non seulement le Japon a été dessaisi de son empire par des acteurs qui lui étaient extérieurs et donc dispensé de tout dialogue avec ses anciens colonisés, mais son histoire d'après-guerre s'est rapidement déplacée, du fait de l'extension de la Guerre froide à l'Asie, de la défaite, de l'occupation américaine et de la

²³³ Wu, Zhuoliu, *The Fig Tree: Memoirs of a Taiwanese Patriot*, Bloomington (In.), 1st Books, 2002 (traduction anglaise de Duncan Hunter), pp. 165 et 166.

²³⁴ George H. Kerr, *Formosa Betrayed*, Londres, Eyre et Spottiswoode, 1966, p. 62. Diplomate américain, George Kerr avait été en poste à Taiwan avant la guerre et avait été chargé de négocier, après la capitulation japonaise, les conditions du retour sous souveraineté chinoise de Taiwan. Son ouvrage *Formosa Betrayed* dénonce l'hypocrisie de la politique taiwanaise de Washington pendant et après la guerre.

²³⁵ Ibid., pp. 62 et 63.

²³⁶ « Throughout September the interim 'lame-duck' Japanese government at Taipei functioned with remarkable efficiency. Formosan villagers here and there took revenge on hated individual local Japanese policemen, but these isolated beatings were not numerous and none were fatal. Public order was well maintained. » *in* ibid., op cit., p. 66.

démilitarisation vers la démocratisation et le miracle économique. Dès lors, le processus de reconstruction économique et morale du pays n'a pu qu'occulter toute mémoire coloniale.

Ainsi, c'est en reprenant le mythe de l'homogénéité nationale forgé dans les premières décennies de la restauration Meiji que s'est construit le discours nationaliste d'après-guerre. Telle qu'elle avait été théorisée à la fin du XIX^{ème} siècle, l'identité japonaise se définissait à partir de l'homogénéité et de la pureté de la nation, de la famille et du mode de vie japonais²³⁷. Mais avec la formation de l'empire colonial, les travaux sur le mythe de l'homogénéité nationale avaient progressivement été supplantés par une approche mettant l'accent sur la mixité du peuple japonais et sur la corrélation entre hybridité et force nationale.

La disparition soudaine de l'empire et la dispense de tout débat sur la colonisation ont aussitôt permis au discours nationaliste d'après-guerre d'instrumentaliser le mythe de l'homogénéité nationale.

« Shortly after the war, (...) more than ever identity became an issue debated in national terms. Besides, though prehistorians continued to research the diverse origins of the Japanese people, notions of racial origins and ethnic diversity largely disappeared from the wider public debates about contemporary 'Japaneseness,' to be replaced by the popular assumption that the Japanese were (in the notorious words of former Prime Minister Yasuhiro Nakasone) an 'ethnically homogeneous people' (*tan'itsu minzoku*).»²³⁸

Le discours sur la nation homogène repose sur la mentalité insulaire (*shimaguni konjo*) et les deux siècles de fermeture du pays pendant la période Edo entre 1644 et 1853 (*sakoku jidai*). Mais après la guerre, il s'est enrichi des « essais sur les Japonais » (*nihonjinron*), des travaux mettant l'accent sur la spécificité de la culture sociale japonaise marquée par le « groupisme », l'« interpersonalisme », la verticalité et la dépendance par opposition à une société occidentale caractérisée par l'horizontalité et l'individualisme²³⁹. Surtout, le miracle économique a aussitôt pu être intégré à ce mythe puisqu'il aurait donné naissance à une

²³⁷ Michael Weiner, « The Invention of Identity, 'Self' and 'Other' in Pre-War Japan », in Michael Weiner (dir.), *Japan's Minorities: The Illusion of Homogeneity*, Londres, Routledge, 1997, p. 2.

²³⁸ Tessa Morris-Susuki, *Re-inventing Japan : Time, Space, Nation*, Armonk, M.E. Sharpe, 1998, p. 173.

²³⁹ Kosaku, Yoshino, *Cultural Nationalism in Contemporary Japan: a Sociological Enquiry*, Londres, Routledge, 1992, p. 17. Pour une littérature critique sur le mythe de l'homogénéité nationale voir aussi: Peter Dale, *The Myth of Japanese Uniqueness*, Londres, Nissan Institute for Japanese Studies et New York, St Martin's Press, 1986 ; Ross E. Mouer et Sugimoto, Yoshio, *Images of Japanese Society : a Study in the Structure of Social Reality*, Londres, Kogan Paul International, 1986; Befu, Harumi, *Cultural Nationalism in East Asia: Representation and Identity*, Berkeley, Institute of East Asia Studies, University of California, Research papers and policy studies, VIII, 1993.

société égalitaire et socialement homogène : une *middle class society*. Et il n'est pas jusqu'aux universitaires étrangers qui n'aient participé à la construction de ce mythe, tel le sociologue américain Ezra Vogel et son best-seller *Japan as Number One : Lessons for America*²⁴⁰.

Enfin, si les conditions de la reconstruction nationale ont permis d'effacer la mémoire de l'empire, l'extension de la Guerre froide à l'Asie n'a pas privé le Japon d'une reconstitution virtuelle de son empire sur le plan économique. Non seulement la guerre de Corée a été extrêmement profitable à l'industrie japonaise, mais l'aide américaine versée aux anciennes colonies nippones, à la République de Chine à Taiwan et à la Corée du Sud notamment, pour contrecarrer l'avancée du communisme, ont permis aux exportations japonaises de retrouver leurs anciens marchés²⁴¹.

*La stigmatisation de la colonisation japonaise et la reconstruction
de la mémoire coloniale par les nationalistes chinois*

L'occultation, au Japon, de tout débat sur la colonisation a été rendue d'autant plus aisée qu'à Taiwan du moins, celle-ci a fait l'objet d'une réévaluation dans les mois qui ont suivis le départ des Japonais, puis d'une stigmatisation par le nouveau pouvoir nationaliste, au point d'être purement et simplement effacée pendant plus de quarante ans de l'histoire officielle.

Tous les témoignages concordent pour affirmer que le retour à la « mère patrie » (*zuguo*) a été très favorablement accueilli par la population insulaire²⁴². Mais celle-ci fut aussitôt confrontée à une administration dépêchée du continent dépourvue de tous moyens, donc fortement corrompue, et méprisant ouvertement ses nouveaux administrés « empoisonnés par la mentalité d'esclave japonais » (*riben nuhua sixiang*). Seize mois seulement après être revenus sous souveraineté chinoise, les Taiwanais se soulèvent contre

²⁴⁰ Cambridge (Mass.) et Londres, Harvard University Press, 1979, xi-272 pages (traduction française : *Le Japon médaille d'or : leçons pour l'Amérique et l'Europe*, Paris, Gallimard, 1983).

²⁴¹ Entre 1951 et 1965, l'aide américaine à Taiwan s'est élevée à 1,4 milliards de dollars (Source : Donald W. Klein, « The Political Economy of Taiwan's International Commercial Links », in Denis Fred Simon et Michael Y. M. Kau (dir.), *Taiwan: Beyond the Economic Miracle*, Armonk et Londres, M. E. Sharpe, 1992, p. 258). Au cours des années 1950, l'essentiel du commerce extérieur de Taiwan s'effectuait avec le Japon et les Etats-Unis qui absorbaient 80% de ses exportations et fournissaient 64% de ses importations (source : Ralph N. Clough, *Island China*, Cambridge (Mass.) et Londres, Harvard University Press, 1978, p. 79).

²⁴² Pour deux témoignages, l'un taiwanais, l'autre américain, voir Wu, *The Fig Tree* et Kerr, *Formosa Betrayed*, op cit.

cette administration le 28 février 1947, ce qui déclencha une répression sans précédent dans l'histoire de l'île – plusieurs dizaines de milliers de victimes – et engendra la naissance d'une opposition taiwanaise ouvertement indépendantiste²⁴³.

Mais à partir du 30 novembre 1949, le repli du régime nationaliste (Guomindang) de Chiang Kai-shek sur l'île soumet Taiwan à une nouvelle colonisation²⁴⁴ : non seulement le pouvoir est durablement confisqué par une minorité non insulaire, mais une politique d'hégémonie culturelle substitue à l'histoire et à la culture taiwanaises celles de la nouvelle métropole nationaliste. Afin de légitimer la fiction juridique sur laquelle a reposé le régime de Taipei à partir de 1949 – une République de Chine fictivement souveraine sur l'ensemble du continent chinois alors que sa juridiction effective ne s'exerçait que sur Taiwan – une sinisation (*hanhua*) forcée de la population a été entreprise avec la prohibition des pratiques religieuses locales, comme de l'usage du japonais et même des dialectes locaux auxquels fut substituée la langue dite nationale (*guoyu*), c'est-à-dire le mandarin.

Dans le domaine de l'histoire, non seulement tout retour, même critique, sur la colonisation japonaise a été prohibé, mais l'histoire de Taiwan a été totalement occultée des programmes scolaires : jusqu'aux années 1980, moins de 2% des manuels étaient consacrés à l'histoire l'île, elle-même limitée aux hauts faits du Guomindang, tandis que la période 1895-1945 était exclusivement centrée sur l'histoire de la Chine continentale, l'impérialisme japonais et la guerre sino-japonaise en particulier. Au-delà du projet colonial nationaliste à Taiwan, la stigmatisation de la colonisation japonaise de l'île découlait de l'impossible dialogue entre deux mémoires radicalement différentes : d'un côté, celle des Taiwanais qui avaient combattu dans les rangs de l'armée impériale et avaient réévalué le legs japonais à la lumière du massacre de 1947, de l'autre, celle des nationalistes qui avaient combattu l'armée impériale pendant huit années et avaient vécu les exactions japonaises sur le continent, tel le massacre de Nankin. Il est d'ailleurs significatif que les nationalistes aient considéré très différemment la collaboration des aborigènes et celle des Taiwanais han avec le colonisateur nippon : la première a été perçue comme normale – les aborigènes ont pourtant été les premiers à accepter de s'acculturer pendant la période dite d'impérialisation et les plus

²⁴³ Sur les circonstances de l'« incident » du 28 février 1947, voir Françoise Mengin, « Legs coloniaux et formation de l'Etat dans le monde chinois », in Jean-François Bayart, Romain Bertrand, Thornike Gordadze, Béatrice Hibou et Françoise Mengin, *Legs colonial et gouvernance contemporaine*, vol. I, FASOPO, multigr., 2005, note 101, p. 41.

²⁴⁴ Sur les modalités de la colonisation nationaliste de Taiwan, voir Mengin, « Legs coloniaux... », chap. cit., pp. 41-47.

nombreux à servir dans les rangs de l'armée impériale –, la seconde a été condamnée au titre d'une trahison de Hans envers la nation han.

Enfin, l'occultation du passé distinctif de l'île a été d'autant plus complète que, d'une part, dans le cadre d'un régime policier la censure s'exerçait systématiquement et que, d'autre part, l'hégémonie culturelle nationaliste reposait sur un véritable endoctrinement. Une politique culturelle volontariste²⁴⁵, fortement coercitive, a réactualisé, après 1949, l'idéologie anti-impérialiste qui avait fondé le régime de Nankin en 1927 avec le mouvement dit Vie nouvelle (*Xin sheng*)²⁴⁶. Celui-ci consistait en une réappropriation de l'héritage confucéen visant à s'opposer au communisme, comme à la culture dite impérialiste afin de donner une signification nationale à la modernisation du pays. Après 1949, la relance du mouvement Vie nouvelle visait à rivaliser avec le communisme mais aussi à supprimer toute « taiwanité » afin de faire de l'île le conservatoire de la Chine. Dans les domaines littéraire et cinématographique, seules les œuvres traditionnelles chinoises ou promouvant un style réaliste furent autorisées et l'importation d'œuvres étrangères sévèrement contrôlées. Mais, au-delà de la promotion des arts et traditions chinois, le vecteur essentiel de la politique culturelle a été le développement d'un système éducatif susceptible non seulement de généraliser l'apprentissage du mandarin, mais aussi de concilier tradition et modernité conformément aux impératifs du mouvement Vie nouvelle. Le Programme d'enseignement en vue de la répression de la rébellion et de la construction du pays (*Kanluan jianguo jiaoyu shishi guangyao*) fut promulgué dès le mois de juin 1950 : tout au long des neuf années de scolarité obligatoire seront enseignés à la fois le confucianisme – un des manuels de base de l'école primaire était le *Ershixiao* (Les Vingt-quatre exemples célèbres de piété filiale) composé sous les Yuan par Guo Jujing – et le tridémisme, les Trois principes du peuple (*sanminzhuyi*) de Sun Yat-sen qui sont centrés sur l'anti-impérialisme²⁴⁷. Jusqu'au milieu des années 1990, le concours d'entrée à l'université comme tous les concours de la fonction publique comportaient une épreuve affectée d'un fort coefficient sur le tridémisme.

²⁴⁵ Edwin A. Winckler, « Cultural Policy on Postwar Taiwan », in Stevan Harrel et Huang, Chün-chieh (dir.), *Cultural Change in Postwar Taiwan*, Boulder (Colo.), Westview, 1994, pp. 27 et 28.

²⁴⁶ Voir Mengin, « Legs coloniaux... », chap. cit., pp. 291 et 292.

²⁴⁷ Le principe du nationalisme (*minzuzhuyi*), le principe des droits du peuple (*minquanzhuyi*) et le principe du bien-être du peuple (*minshengzhuyi*). Ils ont été énoncés lors d'une série de conférences données par Sun Yat-sen à l'École normale supérieure de Canton en 1924.

D'une hégémonie à l'autre : de la colonisation nationaliste à l'irrédentisme chinois

Démocratisation et dé-sinisation de Taiwan

C'est donc bien dans les termes d'une colonisation nationaliste de l'île qu'il faut analyser le repli de la République de Chine à Taiwan en 1949 et, par voie de conséquence, en termes de décolonisation nationaliste la démocratisation de ses institutions dans les années 1990. Qualifié sur l'île de pouvoir d'origine étrangère (*wailai shengquan*), les nationalistes chinois avaient en effet triplement accaparé le pouvoir politique afin de ne pas remettre en cause le principe de l'unité de la Chine. Au-delà de la politique culturelle de sinisation, les institutions nationales, dites centrales (*zhongyang*), avaient non seulement été importées du continent en 1949 et superposées aux institutions locales – celles de la province (*sheng*), des districts (*xian*) et des municipalités (*shi*) –, mais les mandats des élus siégeant dans les trois assemblées représentatives au niveau national – Assemblée nationale, Yuan législatif et Yuan de contrôle – ont été transformés en mandats à vie à partir de 1954 pour que celles-ci puissent continuer de prétendre représenter l'ensemble de la nation chinoise. Enfin, la haute hiérarchie du parti, de l'armée, du gouvernement, de l'administration et de l'université était réservée à la minorité de continentaux (*daluren*) ou « extérieurs à la province » (*waishengren*) – près de 14% de la population – repliés à Taiwan aux côtés de Chiang Kai-shek en 1949.

Dès lors, bien que les réformes de la fin des années 1980 et celles des années 1990 n'aient entraîné aucune rupture dans le régime institué par la constitution adoptée en 1947 sur le continent, le retour au multipartisme avec la levée de la loi martiale en 1987, le renouvellement intégral et régulier des institutions centrales par le seul électorat sous juridiction effective de Taipei à partir de 1991, ne peuvent s'analyser dans les seuls termes d'une démocratisation des institutions²⁴⁸. En effet, cette démocratisation se ramène à une scission entre territoire métropolitain et territoire colonial par le recentrage ou l'indigénisation (*bentuhua*) de la République de Chine à Taiwan. Si cette scission est aussi fictive que l'était la prétention du régime nationaliste à représenter l'ensemble de la Chine, celle-là détermine

²⁴⁸ Sur la démocratisation du régime nationaliste, voir en particulier: Chu Yun-han, *Crafting Democracy in Taiwan*, Taipei, Institute for National Policy Research, 1992; Jaushieh Joseph Wu, *Taiwan's Democratization: Forces Behind the New Momentum*, Hong Kong, Oxford University Press, 1995; Tien Hung-mao (dir.), *Taiwan's Electoral Politics and Democratic Transition: Riding the Third Wave*, Armonk et Londres, M. E. Sharpe, 1996; Shelley Rigger, *Taiwan: Voting for Democracy*, Londres, Routledge, 1999, et *Taiwan's Democratic Progressive Party : From Opposition to Power*, Boulder (Co.), Lynne Rienner, 2001; Françoise Mengin, « Taiwan: la question nationale et la démocratisation », in Christophe Jaffrelot (dir.), *Démocraties d'ailleurs*, Paris, Karthala, 2000, pp. 579-616.

aujourd'hui, comme celle-ci hier, les modalités concrètes d'exercice du pouvoir, la démocratisation se ramenant *in fine* à un vaste mouvement de réappropriation du pouvoir par la population insulaire. Il est d'ailleurs significatif que sur le plan de la politique étrangère, la décolonisation se soit traduite par le passage d'une politique étrangère nationaliste à une politique étrangère nationale, c'est-à-dire l'acceptation de la coexistence de la République de Chine aux côtés de la République populaire de Chine (RPC) sur la scène interétatique – une *Ostpolitik* à la taiwanaise – et donc de la reprise, à partir de 1987, des échanges avec la Chine, échanges maintenus indirects afin de ne pas consacrer l'absence de frontière internationalement reconnue.

Parallèlement, la levée de tous les interdits dans le domaine culturel a conduit non seulement à l'usage de plus en plus répandu, notamment lors des campagnes électorales, du dialecte majoritaire, communément d'ailleurs appelé taiwanais (*taiwanyu*)²⁴⁹, mais aussi à la réécriture des livres d'histoire qui traitent désormais de la colonisation japonaise comme du massacre de 1947, des budgets substantiels étant alloués aux recherches sur Taiwan (*Taiwan yanjiu*). Si nombre de ces recherches sont purement académiques²⁵⁰, d'autres sont clairement idéologiquement indépendantistes en tentant de démontrer que l'histoire de Taiwan est bien distincte de celle de la Chine²⁵¹.

Dans cette quête de décolonisation sur le plan culturel, l'évolution du discours politique au plus haut niveau, celui de la présidence de la République, traduit bien la prégnance décroissante de l'hégémonie culturelle nationaliste en tant que « grand hanisme » (*da hanhua zhuyi*), c'est-à-dire le principe d'une culture chinoise ancestrale et invariante transcendant tout particularisme local. Pour accompagner les réformes et à la veille de la première élection présidentielle au suffrage universel direct, le président Lee Teng-hui lance en 1995 le slogan « diriger le grand Taiwan, édifier la nouvelle *Zhongyuan* » (*Jingying da*

²⁴⁹ Il s'agit du *minnan* (ou *hoklo* selon sa propre prononciation dialectale) : dialecte du sud de la province continentale du Fujian d'où ont émigré la majorité des habitants de l'île.

²⁵⁰ Outre l'article fondateur sur la nouvelle historiographie taiwanaise – Chang, Yen-hsien, « Taiwan shi yanjiude xin jingshen » (Le nouvel esprit de la recherche en histoire à Taiwan), *Taiwan shiliao yanjiu*, n° 1, février 1993, pp. 78-86 -, citons, Ch'en, Hao-yang, *Taiwan sibainian shuminsi* (Les quatre cents ans d'histoire du peuple taiwanais), Taipei, Zili wanbao she, 1992.

²⁵¹ Les plus notoires sont ceux de Shih, Ming, *Taiwan bu shi Zhongguo de yibufen* (Taiwan n'est pas une partie de la Chine), Taipei, Qianwei chubanshe, 1992 ; Chang, Te-shui, *Jidong ! Taiwan de lishi : Taiwanren de ziguorenshi* (Il faut être attentif à l'histoire de Taiwan comme source de reconnaissance nationale), Taipei, Qianwei chubanshe, 1992 ; *Taiwan lunxian lunwenji* (Essais sur la déchéance de Taiwan), Taipei, Xiandai xueshu yanjiu jijinhui, 1996.

Taiwan, jianli xin Zhongyuan)²⁵². En se référant à « la plaine centrale » – le bassin du cours inférieur du fleuve Jaune – qui symbolise la Chine, Lee ne rompait guère avec la culture chinoise même si celle-ci devait être renouvelée. Depuis l’accession à la présidence du candidat du Parti démocrate progressiste (Minjindang), parti dit indépendantiste, en 2000, le nouveau slogan est clairement celui de la dé-sinisation (*qu zhongguo hua*) de Taiwan.

Mais la décolonisation est encore plus progressive dans d’autres domaines d’effet plus symbolique. A cet égard, la réforme de l’émission de la monnaie nationale en 2000 atteste de l’ampleur de l’hégémonie coloniale nationaliste à Taiwan depuis 1949. Après sa rétrocession à la Chine, Taiwan a conservé une monnaie distincte de celle du continent, le dollar de Taiwan (*Taiwan yuan*) devenu, afin de lutter contre l’hyperinflation, le Nouveau dollar de Taiwan le 15 juin 1949. Mais si celui-ci est resté la monnaie d’usage après le repli des nationalistes sur l’île, la monnaie officielle dite légale (*fa bi*) demeura le dollar d’argent (*yin yuan*), alors même qu’il cessa d’être émis. Et pour ne pas consacrer la partition de la Chine, la Banque centrale de Chine (*Zhongyang yinhang*) avait confié l’émission du Nouveau dollar de Taiwan à la Banque de Taiwan (*Taiwan yinhang*). Dans une pure logique de décolonisation nationaliste, l’une des premières réformes du président Chen Shui-bian en juillet 2000 a donc été de faire émettre la monnaie nationale par la banque centrale. Nombre de réformes similaires peuvent encore être envisagées, tel l’abandon, pour l’heure peu débattu, du calendrier républicain qui débute en 1911, date de la fondation de la République de Chine. Elles seraient plus aisément à l’ordre du jour si l’hégémonie irrédentiste chinoise n’empêchait la revendication ouverte d’un indépendantisme taiwanais.

L’impossible indépendance taiwanaise : l’hégémonie irrédentiste chinoise

En 1995, pour fêter le centenaire du traité de Shimonoseki, la vice-présidente du Minjindang – parti encore ouvertement indépendantiste puisqu’il est resté dans l’opposition jusqu’en 2000 – a emmené une délégation d’une centaine de Taiwanais à Shimonoseki pour remercier solennellement le Japon d’avoir sorti Taiwan de l’orbite de la Chine²⁵³. Moins qu’un acte de provocation à l’égard des nationalistes déjà fortement engagés dans la démocratisation des institutions, cet hommage appuyé à la colonisation japonaise ne pouvait

²⁵² *Li Denghui xiansheng bashisi nian yanlun ji* (Discours prononcés par Lee Teng-hui en 1995), Taipei, Xingzhengyuan xinwenchu (Office d’Information du Gouvernement), 1996, pp. 11-19.

²⁵³ Leo Ching, « ‘Give Me Japan and Nothing Else’: Postcoloniality, Identity, and the Traces of Colonialism », *The South Atlantic Quarterly*, vol. 99, n°4, automne 2000, p. 764.

que renforcer la volonté des autorités chinoises d'intimider par la force l'électorat taiwanais à la veille de la première élection présidentielle au suffrage universel direct²⁵⁴. De fait, non seulement l'irrédentisme chinois écarte toute perspective d'indépendance, mais il limite la teneur de l'offre partisane en surdéterminant l'échiquier politique taiwanais, comme en témoigne le recentrage du Minjindang depuis son accession au pouvoir en 2000.

Complète sur le plan intérieur, la décolonisation nationaliste ne s'est pas traduite par l'indépendance de Taiwan dont la reconnaissance se heurte à la réappropriation par la République populaire de Chine et, à sa suite, par la quasi-totalité des chancelleries du principe d'une seule Chine dont Taiwan fait partie. La pression exercée par Pékin dans ce domaine étant constante, l'horizon de la réunification tend de plus en plus à se substituer à celui du maintien du *statu quo*, c'est-à-dire l'acceptation de l'indépendance de fait de la République de Chine à Taiwan. Ainsi, dans le communiqué du 1^{er} janvier 1979 normalisant les relations sino-américaines, les Etats-Unis ont nuancé leur reconnaissance du gouvernement de la RPC comme seul gouvernement légal de la Chine par le fait qu'ils ont simplement « pris note » (*acknowledged*) de la position chinoise selon laquelle il n'existe qu'une seule Chine dont Taiwan fait partie. Or cette disposition a été remise en cause par Bill Clinton, le 30 juin 1998 à Shanghai, lorsqu'il a repris à son compte la politique chinoise dite des « trois non » (*san bu*) : non à l'indépendance de Taiwan, non à deux Chines ou à deux Etats, Chine et Taiwan, non à l'adhésion de l'île à des organisations requérant le statut d'Etat.

Mais c'est aussi à l'aune de la politique tatillonne de Pékin que se mesure son irrédentisme hégémonique, telles les pressions exercées avec succès sur les autorités cambodgiennes par l'ambassade de Chine à Phnom Penh pour étendre sa juridiction sur les Taiwanais résidant ou transitant au Cambodge. Depuis le printemps 2006, le gouvernement cambodgien oblige en effet le futur conjoint taiwanais d'un ressortissant cambodgien de justifier de son identité par un document visé par l'ambassade de Chine²⁵⁵. Les exemples de cet ordre sont innombrables et traduisent un processus de reconstitution non plus seulement fictif – scellé dans des documents diplomatiques, telles les déclaration de reconnaissance et de normalisation des relations – mais de plus en plus effectif de l'unité de la Chine.

²⁵⁴ Outre la multiplication des attaques verbales, la Chine a organisé à trois reprises - en juillet et août 1995, puis en mars 1996 à quelques jours du scrutin – d'importantes manœuvres militaires dans le détroit, procédant même à des essais de tirs de missiles à proximité des deux grands ports de l'île, Keelung au Nord et Kaohsiung au Sud.

²⁵⁵ Déclaration du ministère taiwanais des Affaires étrangères du 29 juin 2006 disponible sur le site : www.taiwaninfo.nat.gov.tw (consulté le 5 juillet 2006).

Engagé sur le terrain des bureaucraties diplomatiques et consulaires, la reconquête de Taiwan par la force a, en outre, été légalisée par l'adoption, le 14 mars 2004, par l'Assemblée nationale populaire de la loi dite antisécession dont l'article 8 vise non seulement une proclamation d'indépendance, mais aussi tous les atermoiements des autorités taiwanaises pour négocier la réunification²⁵⁶. S'il s'agit davantage d'une manœuvre d'intimidation de l'électorat taiwanais – les Etats-Unis s'étant avec constance opposés à une réunification par la force –, il n'en reste pas moins que l'adoption de cette loi complète l'arsenal de l'irrédentisme chinois.

Ce dernier a, dès lors, pris le relais de la colonisation nationaliste et, malgré le multipartisme et le renouvellement régulier des institutions au suffrage universel, surdétermine l'échiquier politique taiwanais. Avec la démocratisation, l'emprise de la question statutaire – le futur statut de Taiwan – ne s'est pas desserrée, mais elle a fractionné le spectre partisan en autant de clivages que celle-ci peut se décliner. Au sein des deux formations recouvrant l'alternative réunification/indépendance (le Guomintang et le Minjintang), la majorité a progressivement adopté, dans une stratégie tout électoraliste, une position conciliatrice par rapport aux options premières, c'est-à-dire le maintien du *statu quo* dans le détroit de Formose. Par là même, l'émergence de factions radicales – les unionistes, d'un côté et les indépendantistes, de l'autre – a été favorisée, ce qui, à terme, a conduit à la scission de la formation initiale et à la fondation du Nouveau Parti (NP, Xindang) en 1993, puis du People's First Party (PFP, Qinmindang) en 2000, d'une part, du Taiwan Independence Party (TIP, Jianguodang) en 1996 puis de la Taiwan Solidarity Union (TSU, Taiwan tuan jie lianmeng) en 2000, d'autre part. L'échiquier politique taiwanais ne se lit donc pas en fonction du clivage usuel droite/gauche, mais panbleu (*fanlan*) et panvert (*fanlu*), le bleu étant la couleur du Guomintang allié aux deux partis ouvertement unionistes (NP et PFP), le vert celui du Minjintang allié aux deux partis ouvertement indépendantistes (TIP et TSU). Les campagnes électorales des deux principales formations restent donc dominées par la question du futur statut de l'île afin de maintenir dans leur camp l'électorat des partis minoritaires.

²⁵⁶ « In the event that the 'Taiwan independence' secessionist forces should act under any name or by any means to cause the fact of Taiwan's secession from China, or that major incidents entailing Taiwan's secession from China should occur, or that possibilities for a peaceful reunification should be completely exhausted, the state shall employ non-peaceful means and other necessary measures to protect China's sovereignty and territorial integrity. »

Mais le fractionnement du spectre partisan en fonction des diverses options statutaires traduit avant tout l'impossible occultation de la question statutaire et non l'existence d'un possible débat. Etant donné que, d'une part, à peine plus de 1% de la population est en faveur d'une réunification immédiate²⁵⁷ et que, d'autre part, toute proclamation d'indépendance et même tout ajournement des négociations en faveur de la réunification sont considérés comme des *casus belli* par Pékin, tout débat sur la question statutaire s'avère, *in fine*, stérile, l'essentiel pour le parti au pouvoir, quel qu'il soit, étant de gérer le maintien du *statu quo*. A ce débat stérile sur la question statutaire fait écho l'insoluble débat identitaire.

Ni sujet impérial, ni sujet national : l'insoluble débat identitaire

La formation d'une conscience taiwanaise sous la colonisation japonaise

Bien que le débat sur l'indépendance de Taiwan ou sa réunification à la Chine soit un débat postcolonial, la colonisation japonaise est le substrat scellant toute problématisation d'une « conscience taiwanaise » (*Taiwan yishe*). D'une part, avant la réorientation des échanges économiques de la Chine vers le Japon, l'accroissement du niveau d'instruction et la dé-sinisation des activités culturelles, l'entité géographique Taiwan n'abritait pas une « communauté taiwanaise » ni même une « communauté de Taiwanais ». D'autre part, si la conscience taiwanaise s'est construite selon un processus classique d'opposition au colonisateur, c'est, paradoxalement, dans les multiples interstices culturels existant dans toute société chinoise traditionnelle que la nipponité a pu se répandre et contribuer à la formation d'une conscience plus taiwanaise que chinoise.

²⁵⁷ Quelle que soit la source des sondages et quel que soit leur biais méthodologique, il ressort très clairement, et dans la durée, qu'une majorité de Taiwanais se déclare en faveur du maintien du *statu quo*. A titre d'exemple, selon le sondage réalisé par le Conseil aux affaires continentales en avril 2006, 62,7 % de la population sont en faveur du maintien du *statu quo* (parmi lesquels 41,5% se prononcent pour un ajournement de toute décision et 21,2% pour un *statu quo ad vitam aeternam*), 20% sont en faveur de l'indépendance (4,7 % pour une proclamation immédiate de l'indépendance et 15,3% pour un ajournement de cette proclamation) et 11,7% sont en faveur de la réunification (1,1% pour une réunification immédiate et 10,6% pour un ajournement de cette décision). Source : www.mac.gov.tw (consulté le 25 septembre 2006).

Une société culturellement clivée avant l'arrivée du colonisateur

Plusieurs raisons expliquent que l'anticolonialisme n'ait pas donné naissance à un nationalisme se revendiquant comme chinois. Certes, au lendemain de la signature du traité de Shimonoseki, et avant même que les Japonais aient pris possession de l'île le 17 juin 1895, une partie de l'élite lettrée tenta de résister en proclamant le 23 mai la « République de Taiwan » (*Taiwan Minzhuguo*) qui était bel et bien une tentative pour défendre la culture chinoise, cette première république asiatique étant aussitôt placée sous la suzeraineté de la cour qing²⁵⁸. Mais le désintérêt de celle-ci pour la résistance taiwanaise – comme d'ailleurs celui du Quai d'Orsay sollicité par le gouvernement républicain – ne pouvait par la suite que nourrir un fort ressentiment contre la dynastie mandchoue, déjà vivace sur l'île puisqu'elle avait accueilli la résistance ming au XVII^e siècle. Par ailleurs, en 1895, le gouvernement japonais avait institué le « choix de nationalité » (*kokuseki sentaku*), c'est-à-dire la possibilité pour ceux qui le souhaitaient d'échapper à la colonisation en regagnant la Chine. A cet égard, il convient de ne pas perdre de vue l'émergence tardive d'un nationalisme chinois en Chine même²⁵⁹.

Mais, ce sont surtout les multiples clivages opposant les différentes communautés de l'île avant l'arrivée du colonisateur japonais qui expliquent l'importance du rôle unificateur joué par l'administration coloniale dans la formation d'une conscience taiwanaise. Dix ans seulement avant la colonisation japonaise, Pékin avait décidé de faire de Taiwan un avant-poste d'une modernisation politique et économique de la Chine, le blocus de Formose par l'amiral Courbet en 1884 et 1885 dans le cadre de la campagne d'Indochine ayant fait prendre conscience de la position stratégique de l'île : l'expérience fut cependant abandonnée dès 1891. En fait Taiwan a toujours été considéré comme ingouvernable, tant par le gouvernement central chinois, que par le gouvernement provincial du Fujian auquel l'île était rattachée avant de devenir une province à part entière en 1887. L'adage qui lui était attaché « une petite rébellion tous les trois ans, une grande tous les cinq ans » (*sannian xiaofan, wunian dafan*) en témoigne. De fait, au-delà du principal clivage ethnique opposant les aborigènes (5% de la

²⁵⁸ Sur la courte histoire de cette république, voir les travaux de Harry J. Lamley : « The 1895 Taiwan Republic : A Significant Episode in Modern Chinese History », *Journal of Asian Studies*, vol. 27, n° 4, août 1968, pp. 739-762 ; « The 1895 Taiwan War of Resistance : Local Chinese Effort against a Foreign Power », in Leonard H. D. Gordon (dir.), *Taiwan: Studies in Chinese Local History*, New York et Londres, Columbia University Press, 1970, pp. 23-77 ; « A Short-lived Republic and War, 1895: Taiwan Resistance against Japan », in Paul K. T. Sih (dir.), *Taiwan in Modern Times*, New York, St John's University Press, 1973, pp. 241-316.

²⁵⁹ Voir notamment, Mengin, « Legs coloniaux ... », chap. cit., p. 265 et pp. 286-289.

population de l'île) aux Hans (95 %), les multiples insurrections locales étaient alimentées par les clivages sub-ethniques, au sein des aborigènes – opposant aborigènes des montagnes et aborigènes des plaines plus acculturés, tous divisés en de nombreuses tribus aux langues et coutumes différentes –, mais surtout au sein de la majorité han de la population partagée entre Minnans descendants de colons du sud du Fujian et Hakkas descendants de colons du nord du Guangdong. Ces multiples clivages expliquent que s'il fallut vingt ans au colonisateur pour pacifier l'île, les nombreux soulèvements armés contre le colonisateur aient été voués à l'échec car trop isolés les uns des autres²⁶⁰.

L'invention de Taiwan par le colonisateur japonais

Mais du fait de la politique discriminatoire persistante à l'égard des sujets colonisés – quel que fût par ailleurs le discours sur leur assimilation puis sur leur impérialisation – le clivage colonisés taiwanais versus colonisateur japonais allait dès le début des années 1900 subsumer les clivages antérieurs de la population insulaire sous le dénominateur commun de « Taiwanais ». En outre, pour la première fois dans l'histoire de l'île, la population insulaire était soumise à un système administratif unificateur dans les domaines foncier, agricole, commercial, monétaire, éducatif, du transport, etc. De ce point de vue, Taiwan est un cas d'école pour la thèse de Benedict Anderson selon laquelle la condition première de la formation d'une identité nationale moderne est l'administration unificatrice imposée par l'Etat colonial²⁶¹. A partir des années 1910, le nom comme l'adjectif « T(t)aiwanais » désignent l'ensemble de la population insulaire et apparaissent dans les titres de nombreux groupes d'études, d'organisations culturelles, sociales, puis politiques, dans des écrits, des argumentaires et des projets d'action collective²⁶².

A cet égard, le fait que la langue japonaise se soit rapidement imposée comme la langue de l'élite insulaire anticoloniale est tout à fait significatif. L'élite han de l'île écrivant en chinois classique (*wenyan*) – une langue totalement incompréhensible pour tout sinophone qui n'y a pas consacré de longues années d'apprentissage –, les intellectuels de l'île tentèrent,

²⁶⁰ Pendant la seule période 1898-1902, il y aurait eu 2999 condamnations à mort et 8951 exécutions sans jugement (Lu, Hsiu-yi, *Histoire du Parti communiste de Taiwan sous la colonisation japonaise (1928-1932)*, thèse de doctorat sous la direction de Jacques Guillermez, Université Paris X, 1980, note 41, p. 22).

²⁶¹ Benedict Anderson, *L'imaginaire national: Réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme* (traduit de l'anglais par Pierre-Emmanuel Dauzat), Paris, La Découverte, 1996, pp. 143 et 144 et pp. 167-188.

²⁶² Chang, Mau-kuei, « Les origines et la transformation de l'identité nationale taiwanaise », *Perspectives chinoises*, n° 57, janvier-février 2000, p. 58.

entre 1917 et 1919, d'imposer le chinois vernaculaire (*baihua*) en fondant le Mouvement pour la nouvelle littérature (*Xin wenxue yundong*) et le Mouvement pour la littérature vernaculaire (*Biahuawen yundong*). Mais, contrairement à leurs homologues du continent lancés dans un combat similaire, et qui les avaient d'ailleurs fortement influencés, les intellectuels taiwanais se heurtèrent au fait que le chinois vernaculaire était issue du mandarin, dialecte ignoré de la majorité des Hans taiwanais d'origine du sud de la Chine et parlant donc les dialectes minnan et hakka. Dès lors, avant même que les caractères et les dialectes chinois soient interdits en 1937, le japonais s'était imposé comme la *lingua franca* des nouvelles élites. Quant aux aborigènes, l'impossibilité pour les tribus de communiquer entre elles a également favorisé la propagation rapide de l'usage du japonais²⁶³.

Identité liminale, sentiment d'abandon et de non-appartenance

Sous les colonisations japonaise puis nationaliste de l'île, l'opposition anticoloniale n'a pas engendré de discours nationaliste taiwanais fort²⁶⁴ s'appuyant sur toute l'ingénierie indispensable à sa possible diffusion – emblèmes, slogans et textes fondateurs – mais une œuvre littéraire puis cinématographique, largement réservée à l'élite, centrée sur un questionnement identitaire.

Après 1949, en raison de l'interdiction du japonais et du climat de terreur blanche (*baise kongbu*), la scène littéraire a d'abord été dominée, pendant les années 1950, par les écrivains continentaux et des œuvres véhiculant un fort anticommunisme puis, pendant la décennie suivante, par une littérature moderniste, fortement élitiste et influencée par l'occident. Mais la crise de légitimité à laquelle le Guomindang s'est trouvé confronté lorsque la République de Chine a été exclue de la scène diplomatique et remplacée par la Chine populaire au cours des années 1970 a engendré une première forme de remise en cause du pouvoir nationaliste avec la réappropriation d'un courant littéraire dit nativiste né sous la colonisation japonaise et la diffusion pour la première fois des œuvres majeures de celui-ci, jusque-là censurées par les pouvoirs japonais puis nationaliste.

²⁶³ Robert L. Cheng, « Language Unification in Taiwan: Present and Future », in Murray A. Rubinstein (ed.), *The Other Taiwan: 1945 to the Present*, Armonk et Londres, M.E. Sharpe, 1994, p. 361 et entretiens avec des pères des Missions étrangères de Paris, Taipei, juillet 1989.

²⁶⁴ Excepté, pendant la période de colonisation nationaliste, pour ce qui concerne l'opposition taiwanaise en exil regroupée dans le « Taiwan Independence Movement ».

A partir des années 1970, la littérature nativiste (*xiangtu wenxue*) prend en effet le contre-pied de la littérature moderniste en rejetant toute influence étrangère pour se centrer sur un questionnement et des genres – notamment l’usage de dialectes dans les dialogues – spécifiquement taiwanais et, ce faisant, remettre en cause l’hégémonie nationaliste. Tout en restant important en tant que genre littéraire et repris par une partie de la production cinématographique d’avant-garde, le courant nativiste a été libéré de sa mission politique dès la fin des années 1970 lorsque les opposants ont investi la scène partisane dans les interstices de la loi martiale d’abord, puis en tant que parti à part entière en 1986. Mais il reste cette interrogation identitaire récurrente à la fois comme réappropriation du moment colonial mais aussi comme enfermement dans la relation hégémonique.

L’œuvre fondatrice : L’Orphelin d’Asie

La problématisation de l’identité taiwanaise en tant que conscience taiwanaise (*Taiwan yishe*) s’est avant tout traduite par l’expression d’un sentiment de non-appartenance dans l’œuvre fondatrice de l’écrivain hakka Wu Zhuoliu, *L’Orphelin d’Asie*. Journaliste et écrivain, Wu Zhuoliu (1900-1976) a secrètement écrit ce roman en partie autobiographique entre 1943 et 1945 et l’a publié en japonais en 1946 sous le titre *Ko Tai-mei* (Hu Taiming en chinois) du nom de son héros ; dans la réédition de 1956, toujours en japonais, le titre devient « L’Orphelin d’Asie »²⁶⁵, mais l’année suivante il est transformé en « L’île déformée » (*Yugamerareta shima*). La traduction en chinois en 1962 reprendra « L’Orphelin d’Asie » (*Yasiya de guer*) mais ne paraîtra à Taiwan qu’en 1977²⁶⁶.

Le héros, l’intellectuel Hu Taiming, ne trouvant pas ses racines dans l’île colonisée par les Japonais, gagne la métropole où il est d’emblée considéré comme un étranger, comme il le sera en Chine à l’issue de son périple. Chinois pour les Japonais mais Japonais pour les Chinois, Hu Taiming est rejeté par les uns et par les autres et sombre dans la folie au terme de sa quête désespérée, tandis que la guerre du Pacifique oblige les siens à se battre contre la Chine sous les couleurs du Japon. Le drame de Hu Taiming n’est pas tant qu’il ait été en butte à la loi discriminatoire du colonisateur, mais qu’il se sente sommé de choisir entre deux mondes irréconciliables. Les pérégrinations de Hu Taiming sont donc à l’opposé de celles de

²⁶⁵ Go, Daku-ryu, *Ajia no koji*, Tokyo, Shinjinbutsu oraisha, 1956 (Go Daku-ryu est le nom japonais de Wu Zhuoliu).

²⁶⁶ Wu, Zhuoliu, *Yaxiya de guer*, Taipei, Yuanjing, 1977 ; traduit en anglais du japonais par Ioannis Mentzas, *Orphan of Asia*, New York, Columbia University Press, 2005.

Perruche, le Galeux le héros du roman fondateur de la littérature latino-américaine nationaliste qui, comme l'a analysé Benedict Anderson, traverse un paysage sociologiquement unifié.

« Une fois encore, nous voyons l'«imagination nationale» à l'œuvre dans le déplacement d'un héros solitaire à travers un paysage sociologique d'une fixité qui fusionne le monde intérieur du roman et le monde extérieur. Le tour d'horizon picaresque – hôpitaux, prisons, villages perdus, monastères, Indiens, Nègres – n'en est pas pour autant un tour du monde. L'horizon est clairement circonscrit : c'est celui du Mexique colonial. Rien ne nous assure davantage de cette solidité sociologique que ces pluriels en chaîne. Car ils évoquent un espace social plein de prisons *comparables* : aucune, en soi, n'a d'importance particulière, mais toutes sont représentatives (dans leur existence séparée, simultanée) du caractère oppressif de *cette colonie-ci*. »²⁶⁷

Avec le roman de Wu Zhuoliu, le thème de l'orphelin allait devenir une puissante métaphore de la conscience taiwanaise. Et l'exclusion de la République de Chine de la communauté internationale au cours des années 1970 devait nourrir ce sentiment d'abandon, central dans la littérature nativiste comme dans le cinéma d'avant-garde taiwanais.

Sur le plan politique cependant, la spécificité de ces œuvres est de refuser toute falsification de l'histoire mais aussi tout débat posé en termes manichéen – indépendance versus réunification, identité taiwanaise versus identité chinoise. Produites tant par des indépendantistes que par des unionistes²⁶⁸, par des Taiwanais de souche comme par des continentaux de la deuxième génération qui ne se reconnaissent plus dans l'histoire écrite par leurs parents, ces œuvres sont généralement caractérisées par une grande virtuosité stylistique afin de proposer une pluralité d'interprétations et rendre la complexité et l'hybridité des subjectivités produites par des hégémonies coloniales successives et concurrentes. C'est donc en général par des petites incises, des *flash-back*, des mises en abîme de la représentation ou du rêve, ou encore par le jeu sur l'homonymie des caractères chinois que sont présentés les événements historiques majeurs de l'histoire ainsi revisitée, qu'il s'agisse du traité de Shimonoseki et des pratiques discriminatoires des Japonais, de la désillusion lors du retour à la Chine en 1945, de la réévaluation de la colonisation japonaise qui s'en suivit et de la levée du tabou de la collaboration.

²⁶⁷ Anderson, *L'imaginaire national...*, op. cit., pp. 41 et 42. Souligné dans le texte.

²⁶⁸ Sung-Sheng Yvonne Chang, « Literature in Post-1949 Taiwan, 1950 to 1980s », in Rubinstein (dir.), *Taiwan: A New History*, op. cit. p. 413.

Le traité de Shimonoseki et l'abandon de Taiwan par la Chine

Le film du continental Hou Hsiao-hsien²⁶⁹, *La Cité des douleurs (Beiqing Chengshi)*, réalisé en 1989, soit deux ans après la levée de la loi martiale, retrace l'histoire d'une famille taiwanaise au lendemain de la rétrocession de Taiwan à la Chine en 1945 et se termine, après le massacre du 28 février 1947, au cours duquel meurent plusieurs des protagonistes du film, sur un plan sombre de la maison de cette famille autrefois prospère. Le traité de Shimonoseki est évoqué par une courte réplique d'un intellectuel taiwanais à un continental fraîchement débarqué sur l'île :

- « Tu ne parles même pas le chinois de Pékin ! Tu n'es qu'un petit colonisé ! »
- « La Chine nous a donné au Japon sans nous demander notre avis. »²⁷⁰

Dès le début de ses Mémoires, *The Fig Tree*, Wu Zhuoliu écrit que la Chine a cédé Taiwan de manière « cavalière » au Japon :

« In the aftermath of the Sino-Japanese War of 1894, the defeated Qing dynasty cavalierly ceded Taiwan to the Japanese in reparation, without a thought for the Taiwanese whose home they were giving away. In taking possession of Taiwan, Japan took possession of stolen goods. »²⁷¹

Et bien qu'étant né sous la colonisation japonaise, Wu se considère comme un orphelin :

« I received a complete Japanese education in my youth and had no opportunity to familiarise myself with the culture of China. Logically, under those circumstances, I should have had no feelings of patriotism for the mother country, but that would be too facile a conclusion. It was a concept, and intangible concept, but somehow my heart was pulled towards it as if by gravity, absorbed by it in some subtle process of attraction. *I was like an orphan who reveres the parents he never knew*, yearning for the warm embrace of a family which alone could provide what he was searching for in life. It was almost instinctive and only those who have lived under foreign domination as colonial subjects can really appreciate how I felt. People in China naturally felt it under the Manchus; people in Taiwan felt it under the Japanese, even those, like myself, who had known no other rulers. »²⁷²

²⁶⁹ Né en 1947 dans la province du Guangdong, Hou Hsiao-hsien n'avait pas deux ans lorsqu'il est arrivé à Taiwan avec sa famille.

²⁷⁰ Traduction française reprise de Hélène Le Bail, *Colonisation japonaise et identité taiwanaise : Représentations de la colonisation japonaise dans la fiction contemporaine taiwanaise*, mémoire de troisième année sous la direction de Françoise Mengin, IEP de Paris, janvier 2000, p. 93.

²⁷¹ Wu, *The Fig Tree*, op. cit., pp. 2 et 3.

²⁷² Ibid., p. 9. C'est moi qui souligne.

Et si Wu ou son héros Hu Taiming n'ont jamais directement souffert des pratiques discriminatoires du colonisateur, leur évocation est récurrente tant dans *The Fig Tree* que dans *L'Orphelin d'Asie*.

« We were moderately well-off and I had never known any of the hardships of life but I still opposed what the Japanese were doing. I suppose this is the workings of a national consciousness of sorts but it is hard to say if it is acquired or inborn, or a spontaneous by-product of colonialism. »²⁷³

« The slogans were all there : 'Equal treatment for all', 'Japanese and Taiwanese – a single entity' and 'Japanese and Taiwanese in harmonious intermarriage', but time and time again the authorities would covertly intervene to block any attempt to put them into practice. At the root of it all was racial prejudice. For our Japanese rulers Yamato blood was far superior to Han. »²⁷⁴

La désillusion lors du retour à la Chine en 1945 et la réévaluation de la colonisation japonaise

Née en 1952, taiwanaise et ouvertement indépendantiste, Li Ang a acquis sa notoriété en dénonçant le machisme de la société et le tabou du sexe²⁷⁵ et c'est à travers les errances de la jeune Ayoko entre New York et Taipei et sa quête du paradis perdu – le jardin de la maison de famille – qu'elle aborde la question de la conscience taiwanaise dans *Le Jardin des égarements*²⁷⁶. Le père d'Ayoko, emblématique de l'élite intellectuelle formée sous la colonisation japonaise et victime du massacre du 28 février 1947, parle un jour à sa fille de sa propre enfance :

« (...) ton grand-père était très strict : interdit de parler japonais à la maison, seul le tawanais était autorisé, (...) Ton grand-père nous a enseigné dès l'enfance que les Japonais étaient des étrangers qui nous avaient envahis. Je ne l'ai plus jamais oublié... »²⁷⁷

²⁷³ Ibid.

²⁷⁴ Ibid, pp. 90 et 91.

²⁷⁵ Notamment dans *La Femme du boucher* qui traite du viol conjugal : *Sha fu*, Taipei, Lianhe chuban, 1983 ; traduction française d'Alain Peyraube et de Hua-fang Vizcarra : *La Femme du boucher*, Paris, Flammarion, 1992.

²⁷⁶ Li, Ang, *Miyuan* (Le jardin des secrets), Taipei, Maitian, 1998; traduction française d'André Lévy: *Le Jardin des égarements*, Arles, Philippe Picquier, 2003.

²⁷⁷ Ibid. p. 192.

Mais il poursuit aussitôt en comparant les Chinois débarqués du continent en 1945 à ces étrangers :

« ‘Quelle ironie! Un jour j’ai découvert qu’ils étaient plus cruels que des étrangers, ceux qui ne l’étaient pas, plus sanguinaires que des envahisseurs, ceux qui ne l’étaient pas. C’est là où je me suis remis à la langue des étrangers et l’ai enseigné à mes enfants’ »²⁷⁸

Resté hermétique à la culture japonaise pendant toute sa jeunesse, son rejet des nationalistes le conduira à imposer le japonais à sa propre famille, à donner à sa fille un prénom japonais et à cultiver l’art du jardin japonais en plein cœur de la nouvelle métropole de la Chine nationaliste.

De manière significative, l’entente entre Taiwanais et Japonais pendant la colonisation est souvent abordée lors de séquences qui ont lieu après le départ du colonisateur. Ainsi, dans *La Cité des douleurs*, une longue scène décrit²⁷⁹ comment le fils cadet de la famille, Wenqing, et son ami – tous deux sourds – ainsi que la sœur de celui-ci sont imprégnés de culture japonaise : la sœur, qui porte d’ailleurs le prénom japonais de Hinomi, est en kimono et fait de l’*ikebana* tandis que son frère et Wenqing composent un poème en japonais en souvenir sans doute d’un camarade japonais mort à la guerre, voire en guise d’adieu aux Japonais qui s’apprêtent à quitter l’île. Le poème apparaît à l’écran, d’abord en japonais, puis dans sa traduction chinoise :

Vole où tu veux,
Je te suivrai,
Notre destin est le même.

Entre les deux apparitions du poème à l’écran, Hinomi rapporte à Wenqing l’histoire que son frère lui a racontée, celle d’une jeune femme japonaise qui s’est suicidée pour mourir, selon une tradition Meiji, comme « les fleurs de cerisier qui s’envolent et meurent dans leur pleine beauté ».

²⁷⁸ Ibid. p. 193.

²⁷⁹ L’analyse de cette scène est reprise de : Le Bail, *Colonisation japonaise et identité taiwanaise* ..., mémoire cité, pp. 47 et 48.

La levée du tabou de la collaboration

Enfin, les œuvres des années 1980 et surtout 1990 abordent ouvertement la question de la collaboration. Dans *La Cité des douleurs* déjà, lorsque le fils aîné est dénoncé comme ayant collaboré avec les Japonais, le grand-père s'emporte et lance aux soldats nationalistes que si cette famille a collaboré, alors tout le monde l'a fait car il fallait bien survivre. Mais c'est surtout dans *Le Maître de marionnettes (Ximeng rensheng)*²⁸⁰ que Hou Hsiao-hsien aborde de front cette question. En retraçant la vie du célèbre marionnettiste Li Tianlu – jouant son propre rôle à l'écran – de sa naissance en 1909 jusqu'à 1945, Hou Hsiao-hsien banalise les relations quotidiennes entre colonisateur et colonisés.

Mais c'est en recourant à la mise en abîme de la représentation qu'il aborde certains des sujets les plus délicats, tel l'engagement des Taiwanais dans les forces impériales pendant la guerre lors d'un spectacle de propagande que le maître de marionnettes accepte de donner.

Dialogue entre des marionnettes figurant des Taiwanais enrôlés dans l'armée impériale²⁸¹ :

- « Les ordres sont de couper les lignes américaines. As-tu peur ? »
- « Non, c'est un honneur pour moi. Taiwan est le nouveau Japon, nous sommes citoyens du grand empire japonais. Pour la victoire du Japon nous sommes prêts à nous sacrifier »

Et avant de mourir, cette seconde marionnette ajoute :

- « J'ai accompli ma mission. J'ai donné ma vie à l'empereur et mon âme appartient au Japon... Vive l'empereur ! »

La marionnette brandit le drapeau japonais et disparaît.

Une virtuosité stylistique pour ne pas trancher le débat

Nombre d'œuvres jouent sur la profusion des points de vue et le mélange des genres, voire sur une mise en scène de l'absurde et du vide²⁸², afin de ne pas trancher le débat. Mélange des générations comme dans *La Cité des douleurs* ou *Le Jardin des égarements*, mélange de fiction et de reportage dans *Le Maître de marionnettes*, tandis que dans *La Cité*

²⁸⁰ Le film date de 1993.

²⁸¹ Traduction française reprise de : Le Bail, *Colonisation japonaise et identité taiwanaise* ..., mémoire cité, p. 51.

²⁸² Comme dans les films de Tsai Ming-liang : *The Hole* (1998), *Good-bye Dragon Inn* (2003) et *La saveur de la pastèque* (2004).

des douleurs pas moins de neuf langues, dialectes ou formes dialectales sont parlés (mandarin, japonais, minnan, hakka, shanghaien, cantonais, wenzhou, mandarin du Zhejiang et un dialecte du nord proche du mandarin)²⁸³.

Et si l'on revient au roman fondateur, *L'Orphelin d'Asie*, sa force tient au fait que sur le plan formel il renvoie tout aussi bien à la culture japonaise que taiwanaise ou chinoise et peut donc être invoqué aussi bien par les partisans de l'indépendance que par ceux de la réunification. Bien qu'écrit en japonais, le roman incorpore la poésie classique chinoise, mais aussi des formules dialectales taiwanaises. Surtout, le prénom du héros, Taiming, veut certes dire « très intelligent » – c'est un intellectuel – mais, l'idéogramme « ming » est aussi celui de la dynastie ming ce qui ne peut qu'évoquer la domination de la Chine par la dynastie étrangère des Mandchous lorsque Taiwan a été cédé au Japon.

Enfin, ce sont des déplacements constants dans le temps, par l'explication du passé grâce au présent et inversement qui font la richesse de ces œuvres centrées sur la conscience taiwanaise. Dans sa nouvelle, *La Stèle du général*²⁸⁴, Chang Ta-chun laisse un vieux général nationaliste réfugié à Taiwan aux côtés de Chiang Kai-shek à ses soliloques : somnolant dans son rocking-chair, le général effectue d'incessantes allées et venues dans l'espace et dans le temps, assiste à ses propres funérailles, à l'inauguration du monument qui lui sera érigé post-mortem, sans qu'il soit toujours possible de clairement différencier le point de vue du narrateur de celui du général. Et le conflit de générations et de mémoires est restitué à travers les dialogues imaginés par le vieux militaire avec son fils, Wei-Yang, qui a refusé d'emprunter sa propre carrière pour se consacrer à la sociologie.

« Le général retira ses gants blancs et, serrant le poing en direction de Wei-Yang qui était arrivé à mi-pente, il cria : 'Plus vite !' Son impatience venait de sa crainte que Wei-Yang n'arrive trop tard pour pouvoir assister au spectacle de leur vingtième régime écrasant le Kitashinahoomengun, le corps d'armée japonais chargé de la Chine septentrionale. (...) Juste au moment où le vent d'un boulet fit s'envoler la casquette du général, Wei-Yang arriva près du sommet. Le général le hissa d'un geste jusqu'à lui, le coucha dans l'herbe toute verdissante et lui passa ses jumelles. 'Tu as vus ? C'est la dixième division du Kitashinahoomengun que commande Seya. Ils sont faits comme des rats'. (...) Wei-Yang retroussa sa manche pour jeter un coup d'œil à sa montre Seiko et demanda à voix basse : 'Ici, quand est-ce que tout sera terminé ?' Le général

²⁸³ Le Bail, *Colonisation japonaise et identité taiwanaise ...*, mémoire cité, p. 80.

²⁸⁴ Chang, Ta-chun, *La Stèle du général*, Arles, Philippe Picquier, 1993 (traduction Mathilde Chou et Pierre Charau).

essayant de garder son sang-froid regarda longuement le jeune homme qui venait de parler ainsi et poursuivit : ‘ Dans quelques jours, la cinquième division japonaise commandée par Sakamoto aura envoyé quatre unités en renfort, elles seront venues de là-bas, tu vois, au nord-est. Elles viennent de là-bas, ah, ils me font bien rire, ils peuvent toujours venir, mais ils ne sont pas près de repartir ! ‘ Papa, dis-moi voir, vous allez vous battre encore combien de temps ? ‘ Combien de temps ? ‘ Le général se redressa avec fougue : ‘ Huit ans ! Rien que pour cette guerre, ton père s’est battu huit ans et même plus. Je vais te dire une chose : ton père s’est battu toute sa vie ! ‘ Papa, il faut que me dépêche. ‘ S’essuyant la sueur du front, Wei-Yang dit sur un ton de supplication : ‘ Il faut que j’aille sur la tombe de maman. ‘ Le général lui répondit en pestant : ‘ C’est ça, va voir ta mère ! ‘ Oui. ‘ Wei-Yang réajusta ses lunettes argentées et dit posément : ‘ Je vais sur la tombe de maman ! ‘ Dans une colère noire, le général jeta ses gants à terre et les piétina de ses bottes en hurlant : ‘ Reviens immédiatement ! Tu seras fusillé ! Est-ce que tu te rends compte que nous assistons à l’histoire de la Chine ? ‘ Non, papa, à ton histoire. ’ »²⁸⁵

Après cette altercation, le vieux général suit dans ses pensées son fils Wei-Yang qui s’éloigne :

« Précautionneusement, Wei-Yang redescendit de la montagne en suivant les empreintes qu’il avait laissées dans la boue et lança toujours respectueusement à son père : ‘ En outre, tout cela, c’est du passé, papa. ’ »²⁸⁶

Cette scène – dans les deux sens du terme –, imaginée par le vieux général, traduit avant tout son exaspération face à sa défaite. S’il a bel et bien vaincu les Japonais, il sait qu’il a perdu la guerre contre les communistes, non pas tant sur le continent en 1949 mais dans les années 1970 lorsque la République de Chine a été exclue de la scène internationale. Exaspération aussi devant la perte de prestige de la carrière militaire pour les continentaux de la deuxième génération qui, comme Wei-Yang, préfèrent abandonner la lutte pour se consacrer à la spéculation intellectuelle.

Réformisme, dépolitisation et fuite vers la « modernité »

Au-delà de l’insoluble débat identitaire résultant de l’enchevêtrement des modes de domination hégémonique, les modalités concrètes d’accommodement à l’assujettissement colonial ont été reconduites dans leurs formes, dans des cadres institutionnels et des contextes historiques certes très différents : une opposition interne adhérent *in fine* à la légalité coloniale

²⁸⁵ Ibid., pp. 17 et 18. Souligné dans le texte.

²⁸⁶ Ibid., p. 18.

mais aussi une surdétermination du politique par un débat avant tout ontologique et subjectif conduisant à une dépolitisation de la scène partisane.

La prépondérance du réformisme dans le cadre de la légalité coloniale

Pendant les deux périodes coloniales proprement dites, japonaise puis nationaliste, l'opposition politique a toujours été une opposition plus interne et qu'externe à la légalité coloniale, contribuant par là même à légitimer celle-ci à travers sa possible réforme. On peut ainsi mettre en parallèle le mouvement pour l'établissement d'un parlement local sous la colonisation japonaise (1914-1937), l'opposition dite dangwai « hors Parti » militant pour le renouvellement des assemblées parlementaires par le seul électorat insulaire (1970-1986) et, enfin, le consensus autour du maintien de la constitution de 1947 (1991-1996) afin de ne pas consacrer la partition de la Chine.

Une légitimation de la colonisation japonaise par l'opposition anticoloniale

Après que les révoltes armées et sporadiques de propriétaires terriens eurent pris fin en 1915, l'opposition anticoloniale a été dominée par la figure de Lin Hsien-t'ang (1881-1956) qui fonda nombre de journaux²⁸⁷ et pris la tête des principales associations politiques entre 1914 et 1937. Or, sa stratégie modérée et réformiste résulte de l'influence des républicains nationalistes chinois mais aussi de leur refus d'inscrire Taiwan à leur propre agenda anti-impérialiste. Propriétaire terrien issu d'une riche famille établie au centre de Taiwan²⁸⁸, Lin est avant tout influencé par ses rencontres, au Japon puis à Taiwan, avec Liang Qiqao et Dai Jitao, l'un des compagnons de Sun Yat-sen²⁸⁹. Or, Liang lui signifia très clairement que les Taiwanais ne pouvaient attendre aucune aide de la Chine pendant au moins trente ans²⁹⁰, et tous deux l'encouragèrent à se tourner vers les libéraux japonais²⁹¹ et à privilégier une

²⁸⁷ *Taiwan Qingnian* (Jeunesse taiwanaise), *Taiwan* (Taiwan), *Taiwan Minbao* (Le quotidien du peuple de Taiwan), *Taiwan Xinminbao* (Le nouveau quotidien du peuple de Taiwan). Voir Andreas Martin Fulda, « Reevaluating the Taiwanese Democracy Movement : A Comparative Analysis of Opposition Organizations under Japanese and KMT Rule », *Critical Asian Studies*, vol. 34, n°3, 2002, p. 365.

²⁸⁸ Johanna M. Meskill, « The Lins of Wufeng : The Rise of a Taiwanese Gentry Family », in Leonard H. D. Gordon (dir.), *Taiwan: Studies in Chinese Local History*, New York et Londres, Columbia University Press, 1970, pp. 6-22.

²⁸⁹ Lin Hsien-t'ang rencontre Liang Qiqao au Japon en 1907 puis à Taiwan en 1911 et Dai Jitao au Japon en 1913.

²⁹⁰ Douglas Mendel, *The Politics of Formosan Nationalism*, Berkeley et Los Angeles, University of California Press, 1970, note 40, p. 266.

²⁹¹ Lu, *Histoire du Parti communiste de Taiwan ...*, thèse citée, note 45, p. 23.

approche réformiste²⁹². C'est donc avec le soutien de ces derniers, dont certains étaient membres de la Diète, que Lin Hsien-t'ang prit la tête d'une opposition anticoloniale taiwanaise mais qui, par là même, n'a jamais cherché à remettre en cause le cadre de la légalité coloniale mais seulement à le réformer.

Avec l'aide de Itagaki Taisuke, avocat et fondateur du Parti libéral japonais qui se rendit à Taipei en 1914, Lin fonda aussitôt l'Association d'assimilation de Taiwan (*Taiwan dokakai* ou *Taiwan tonghua hui*)²⁹³ dont les autorités japonaises ordonnèrent la fermeture dès le mois de janvier 1915²⁹⁴. Mais après que l'assimilation fut devenue la politique déclarée du colonisateur, le combat pour l'obtention d'une égalité de droits au sein de l'empire colonial repris en 1921, Lin Hsien-t'ang réussissant à fédérer tous ceux qui bénéficiaient de la colonisation, les grands et moyens propriétaires fonciers comme les nouvelles classes moyennes urbaines ayant reçu une éducation japonaise (cols blancs, banquiers, médecins et intellectuels). Au sein de cette opposition, certains de ses éléments étaient certes plus ouvertement nationalistes, indépendantistes. Mais toujours minoritaires, leur refus de la légalité coloniale n'engendra que des scissions de la majorité réformiste dont les institutionnalisations successives se muèrent d'une Association culturelle de Taiwan (*Taiwan wenhua xiehui*) fondée en 1921, en un Parti populaire (*Minzhongdang*) en 1927, puis en une Ligue pour une autonomie locale (*Taiwan difang zizhi tongmen*) en 1930.

Outre la publication de journaux, l'organisation de conférences et de représentations théâtrales pour sensibiliser l'ensemble de la population insulaire à l'idée d'autonomie locale²⁹⁵, l'action essentielle de cette opposition fut, à travers le Mouvement de pétition pour un parlement taiwanais (*Yihui qingyuan hundong*) fondé en 1921, l'envoi chaque année, pendant quinze ans, d'une pétition à la Diète impériale comme au gouverneur général pour réclamer l'établissement d'un corps législatif élu par la seule population insulaire et ayant pouvoir de promulguer les lois et d'approuver le budget du gouverneur général. Rédigées dans les termes mêmes du constitutionnalisme nippon²⁹⁶ et se terminant invariablement par une réaffirmation de l'allégeance et de la loyauté des pétitionnaires envers le Japon, les

²⁹² Propos de l'historien taiwanais Tai Pao-tsun rapportés par Fulda, « Reevaluating the Taiwanese Democracy Movement ... », art. cit., p. 365.

²⁹³ Lu, Histoire du Parti communiste de Taiwan ..., thèse citée, p. 23.

²⁹⁴ Ibid., note 45, pp. 23 et 24.

²⁹⁵ Chang, « Les origines et la transformation de l'identité nationale taiwanaise », art.cit., p. 59.

²⁹⁶ E. Patricia Tsurumi, « Education and Assimilation in Taiwan under Japanese Colonial Rule, 1895-1945 », *Modern Asian Studies*, vol. 13, n° 4, 1979, p. 633.

pétitions avançaient trois arguments principaux : le cumul du pouvoir exécutif et législatif par le gouverneur général était contraire à la constitution japonaise ; la colonie étant devenue financièrement autonome à partir de 1905, son budget devait être approuvé par les colonisés ; enfin, prenant à rebours le discours du colonisateur, les pétitionnaires estimaient que seul un parlement local pouvait prendre en compte les « conditions particulières de la colonie » (*shokuminchi no tokushu jijo*). Bien qu'enregistrées par le comité ad hoc, les pétitions des Taiwanais ne furent jamais inscrites à l'ordre du jour de la Diète²⁹⁷, mais leur envoi annuel était devenu un quasi-rituel.

Quelques réformes ont finalement été accordées en 1935 : limitées, elles n'ont pas remis en cause le pouvoir du gouverneur général puisque seule la moitié des sièges des conseils municipaux était pourvue par élections, tenues au suffrage censitaire de surcroît²⁹⁸. Mais pour limité qu'ait été le résultat du mouvement pour une autonomie locale, il ne doit pas être sous-estimé dans la mesure où, au Japon même, la démocratie de Taisho (1912-1932) avait déjà pris fin avec la dissolution du cabinet Inukai en 1932 et qu'à Taiwan les élections de 1935 se sont déroulées deux années seulement avant le lancement de la politique dite d'impérialisation et donc la prohibition de tous les journaux, associations et partis politiques.

Ainsi, alors qu'en Corée l'indépendance a été au centre de l'opposition anticoloniale, l'autonomie locale dans le cadre de la légalité impériale réclamée par les opposants taiwanais n'était pas cette manifestation d'un nationalisme taiwanais (*Taiwan minzoku undo*) que les autorités coloniales voyaient dans les pétitions et leur insistance sur les « conditions particulières de la colonie » (*shokuminchi no tokushu jijo*). Bien au contraire, cette opposition militait, non pour un rejet du système colonial, mais pour une réforme de celui-ci.

« (...) at the end of colonial rule, home rule remained an aspiration, not a political reality ; Taiwan had not emerged as a self-contained political community with a distinctive political identity, and the native elite had not forged a coherent nationalist vision among themselves. »²⁹⁹

²⁹⁷ George H. Kerr, *Formosa : Licensed Revolution and Home Rule Movement, 1895-1945*, Honolulu, University of Hawaii Press, 1974, p. 129.

²⁹⁸ Le droit de vote était accordé aux hommes âgés de plus de 25 ans et payant plus de cinq yens d'impôts par an.

²⁹⁹ Yun-han Chu et Jih-wen Lin, « Political development in Twentieth-Century Taiwan : State-Building, Regime Transformation and the Construction of National Identity », in Richard L. Edmonds et Steven M. Goldstein (dir.), *Taiwan in the Twentieth Century: A Retrospective View, The China Quarterly*, Special Issues, New Series, n° 1, Cambridge, Cambridge University Press, 2001, p. 123.

Enfin si seul le Parti communiste taiwanais (*Taiwan gongchandang* ou PCT) fut ouvertement indépendantiste³⁰⁰, son objectif premier étant la proclamation de la République de Taiwan à laquelle ne s'opposait d'ailleurs pas son homologue chinois³⁰¹, sa faiblesse intrinsèque l'empêcha de peser sur la scène politique taiwanaise. Plus ou moins contraint à la clandestinité, l'action du PCT se limita à noyauter les organisations de gauche tolérées par le pouvoir colonial, l'Association culturelle de Taiwan après la scission de 1927 et le Parti populaire après celle de 1930 jusqu'à l'interdiction de celui-ci en 1931. Mais surtout, dès sa fondation le 15 avril 1928 à Shanghai³⁰², le PCT a souffert de sa double subordination au Parti communiste japonais (PCJ) et au Parti communiste chinois (PCC). C'est en 1926, que deux étudiants taiwanais de Shanghai, Hsieh A-nü (future présidente du parti) et Lin Mu-shun (futur secrétaire général) furent recommandés par des communistes chinois pour aller étudier à Moscou et à la fin de 1927, leurs études terminées, ils reçurent des directives du Komintern pour développer le mouvement communiste de Taiwan, sous la direction du PCJ. Mais lorsque Hsieh et Lin furent convoqués à Tokyo en décembre 1927, le comité central du PCJ, accaparé par la préparation de la première élection au suffrage universel, leur demanda de passer sous la direction de son homologue chinois. Fondé comme une section nationale du Parti communiste japonais sous la direction du Komintern, le Parti communiste taiwanais fut, *de facto*, sous la direction du Parti communiste chinois. Plus qu'un double soutien, cette double allégeance favorisa le factionnalisme au sein du parti dont l'effectif, en outre, ne dépassa jamais plus d'une centaine de membres³⁰³. L'arrestation en 1931, à Taiwan par le pouvoir colonial, comme en Chine par la police japonaise ou par celle de la concession

³⁰⁰ Lu, *Histoire du Parti communiste de Taiwan ...*, thèse citée, p. 72 et p. 183.

³⁰¹ Jusqu'à la conférence du Caire en 1943, les dirigeants communistes chinois ont considéré Taiwan comme une « nation » et reconnu que le mouvement de libération nationale de Taiwan était la lutte d'une « nation petite et faible », distincte de la révolution chinoise et potentiellement souveraine. Voir : Franck S. T. Hsiao et Lawrence R. Sullivan, « The Chinese Communist Party and the Status of Taiwan, 1928-1943 », *Pacific Affairs*, vol. 53, n° 3, automne 1979, p. 446. La célèbre interview accordée par Mao Zedong à Edgar Snow le 16 juillet 1936 à Yanan le confirme: « (...) si, lorsque nous aurons rétabli l'indépendance des territoires chinois perdus, les Coréens désirent briser les chaînes de l'impérialisme nippon, nous leur prêterons une aide enthousiaste dans leur lutte pour l'indépendance. Le même principe s'appliquera à Formose. » in Edgar Snow, *Etoile rouge sur la Chine*, édition définitive revue et corrigée par l'auteur (1964), Paris, Stock, 1965, p. 88. C'est après la conférence du Caire de 1943 que le PCC considérera Taiwan comme une partie inaliénable de la Chine. Voir aussi : Hungdad Chiu, *China and the Question of Taiwan*, New York, Washington et Londres, Praeger, 1973 et Steven M. Goldstein, « The Chinese Revolution and the Colonial Areas: The View from Yanan, 1937-1941 », *The China Quarterly*, n° 75, septembre 1978, pp. 594-622.

³⁰² Après l'écrasement de la « commune de Shanghai » en 1927, les communistes chinois ont dû rentrer dans la clandestinité et c'est au premier étage d'un studio de photo de la concession française de Shanghai que se sont réunis les fondateurs du PCT le 15 avril 1928. Outre sept Taiwanais, un Chinois et un Coréen participaient à cette réunion.

³⁰³ Lu, *Histoire du Parti communiste de Taiwan ...*, thèse citée, p. 222.

internationale de Shanghai, de ses principaux dirigeants mis fin à la courte existence du parti³⁰⁴.

La simple refonte du régime nationaliste

L'impossibilité de libérer l'offre partisane de la prégnance de la question statutaire – hier du fait de la colonisation nationaliste, aujourd'hui du fait de l'irrédentisme chinois – a marginalisé toute opposition indépendantiste tandis que le processus réformiste engagé au début des années 1990 a inscrit toute la démocratisation dans la continuité juridique du régime nationaliste fondé sur le continent, la constitution adoptée à Nankin en 1947 n'ayant connu que des amendements, au nombre de six.

Résolument indépendantistes depuis le massacre de 1947, les opposants au régime nationaliste qui n'ont pas choisi l'exil ou qui n'y ont pas été contraints ont accepté de participer à la démocratie minimale proposée par le pouvoir au niveau local : gelées au niveau central pour représenter artificiellement l'ensemble de la Chine, les institutions locales ont en effet été régulièrement renouvelées. Institué dès 1946 pour l'élection des municipalités, le suffrage universel direct (hommes et femmes) a été étendu en 1950 à l'élection des assemblées de district, puis en 1954, à celle de l'assemblée provinciale. En outre, à partir de 1969, des élections parlementaires partielles ont été organisées afin de pourvoir des sièges restés vacants dans les trois assemblées centrales et, à partir de 1972, le nombre d'élus représentant la province de Taiwan a été augmenté, leurs mandats devenant, en outre, renouvelables au terme de leurs échéances respectives. Or, tout en maintenant un régime de parti unique, les nationalistes ont autorisé des candidats non investis par le Guomindang – « sans affiliation partisane et sans faction » (*wudang wupai*) – à se présenter aux élections. En se regroupant, à partir de 1977, sous une étiquette commune « hors Parti » (*dangwai*) et en coordonnant leurs campagnes électorales, ces candidats ont progressivement remis en cause les modalités de la colonisation nationaliste en exigeant la levée de la loi martiale et le renouvellement des assemblées au niveau central par le seul électorat sous souveraineté nationaliste ce qui revenait à accepter une simple refonte du système institué par la constitution de 1947 et non la mise en place d'un nouveau système.

³⁰⁴ Ibid., pp. 158-160.

A cet égard, l'affrontement entre nationalistes et communistes a incontestablement valorisé le réformisme pragmatique dans le débat réforme/révolution – un système qui se réforme de l'intérieur (*tizhinei gaige*) ou une réforme du système (*gaige tizhi*) – car toute forme d'utopisme avait été largement discréditée, non seulement par les errements du communisme, mais surtout par la propagande nationaliste qui avait lié tous changements à une cause démesurée, la reconquête du continent.

En fait, la législation nationaliste concourait à canaliser toute opposition dans une lutte partisane, et donc à ne pas remettre en cause le régime lui-même mais seulement les modalités du compromis constitutionnel, car le code pénal réprimait plus sévèrement l'organisation d'une manifestation que la formation d'un parti politique. Plus généralement, tous les membres de l'opposition, y compris ceux qui ont connu la prison et/ou l'exil, ont acquis une légitimité politique à travers leur participation au degré minimal de démocratie proposé par le régime nationaliste. Les revues d'opposition n'ont pu engendrer de véritable mobilisation lorsqu'elles n'étaient pas accompagnées d'une stratégie électorale. On peut expliquer ainsi l'échec de *Ziyou Zhongguo* (La Chine libre) en 1960. C'était l'époque où grâce à la réforme agraire et à la réorganisation des associations d'agriculteurs, le Guomindang était parvenu à s'attirer le soutien de la majorité rurale de la population, la revue, pour sa part, ne touchant qu'une élite urbaine. C'est également ainsi qu'on peut expliquer l'échec, une dizaine d'années plus tard, de la revue *Daxue* (L'université), les intellectuels réformistes qui s'étaient groupés entre 1971 et 1973 autour de cette revue n'ayant pas résisté à la stratégie de division poursuivie par Chiang Ching-kuo qui était parvenu à dissoudre ce groupe en cooptant certains de ses membres sans toutefois donner suite aux réformes qu'ils préconisaient.

Dans la mesure où pendant toute la phase autoritaire du régime une opposition en exil – en particulier la World United Formosans for Independence (*Shijie Taiwan duli lianmeng*) fondée aux Etats-Unis en 1970 – beaucoup plus radicale que la mouvance *dangwai* s'est formée, on pourrait qualifier celle-ci de « semi-opposition » selon la terminologie de Juan Linz³⁰⁵. Mais de multiples liens ont été maintenus entre les *dangwai* et les organisations indépendantistes implantées à l'étranger. Et leurs militants ont d'ailleurs accepté, à leur retour sur l'île, de participer aux institutions nationalistes réformées. Ainsi, Peng Ming-min qui était moins un homme d'appareil – il n'a adhéré au Minjindang qu'en 1995 – qu'une figure

³⁰⁵ Juan Linz, « Opposition In and Under an Authoritarian Regime : The Case of Spain », in Robert A. Dahl (dir.), *Regimes and Oppositions*, New Haven et Londres, Yale University Press, 1973, pp. 171-259.

emblématique de l'indépendantisme³⁰⁶ a-t-il accepté de se présenter aux premières élections présidentielles au suffrage universel direct en 1996.

Enfin, si dans les premières années de la transition démocratique proprement dite (1991-1996) l'opposition de la vieille garde du Guomindang à toute remise en cause du principe de l'unité de la Chine explique qu'un consensus ait pu se former entre l'aile libérale du parti et le Minjindang pour simplement amender la constitution de 1947, souvent comparée maintenant à un véritable « patchwork », c'est aujourd'hui Pékin et Washington qui s'opposent à un quelconque projet d'adoption d'une nouvelle constitution. Or, au-delà de toute considération symbolique, une réécriture de la loi fondamentale s'avère aujourd'hui cruciale pour rationaliser le fonctionnement des institutions.

Politisation ou dépolitisation des débats ?

Outre la simple refonte du système à travers un processus prudemment réformiste, l'hégémonie irrédentiste chinoise engendre une forme de dépolitisation de la scène politique taiwanaise, c'est-à-dire une réduction du champ des questions susceptibles de « passer au politique », de se constituer en objet de débat sur la scène institutionnelle ou médiatique pour se transformer en enjeu structurant les clivages entre formations partisans. Il semble paradoxal d'avancer l'hypothèse d'une telle dépolitisation étant donné la profusion des manifestations de rues, l'ardeur des campagnes électorales comme des débats télévisés quotidiens que ce soit au sujet de la construction d'une quatrième centrale nucléaire ou des droits de douane sur les fruits et légumes. Pour autant, la surdétermination de l'échiquier politique par la question du futur statut de Taiwan place au centre du débat politique un problème insoluble et marginalise les questions « intérieures » relevant de l'économie et du social qui sont donc en quelque sorte préemptées par l'hégémonie irrédentiste chinoise qui s'exerce en surplomb. De fait, les campagnes électorales demeurent très peu différenciées et aucun programme qu'il soit panbleu ou panvert ne suggère un modèle différent de société, ni même la mise en œuvre de politiques publiques novatrices.

³⁰⁶ Alors qu'il dirigeait le département des sciences politiques de l'Université nationale de Taiwan (Taida), Peng Ming-min rédigea en 1964 un manifeste qui dénonçait la fiction du régime nationaliste et appelait à un renversement du gouvernement de Chiang Kai-shek. Condamné à huit ans de prison, il fut libéré treize mois plus tard et s'exila à l'étranger, s'établissant finalement aux Etats-Unis. Il est rentré à Taiwan en 1992 seulement. Voir: P'eng, Ming-min, *A Taste of Freedom: Memoirs of a Formosan Independence Leader*, New York, Holt, Rinehart and Winston, 1972, traduit en chinois par Lin Mei-hui: *Ziyou de Ziwei: Peng Ming-min huiyilu*, Irvine (Calif.), Taiwan Publishing Co., 1984.

Or cette forme de dépolitisation peut être retracée avec une très grande continuité à travers les trois moments, et les trois formes différentes, de subordination de Taiwan à une puissance hégémonique du fait de la priorité donnée à un débat posé en termes ontologiques et subjectifs sur un débat plus objectif centré sur des questions sociales et économiques.

*Le Guomindang et le Minjindang, deux partis revendiquant représenter
l' « ensemble de la population »*

L'anticommunisme qui sous-tendait la colonisation nationaliste de l'île à partir de 1949 a proscrit, par principe, la formation d'une classe ouvrière s'affirmant et se revendiquant comme telle, tandis que le système corporatiste mis en place par le Guomindang – organisations à objet économique et social auxquelles l'affiliation était obligatoire et étroitement soumise aux directives gouvernementales³⁰⁷ – a pu assurer l'emprise du parti sur la société tout en réduisant progressivement le clivage communautaire entre continentaux et Taiwanais. Ainsi, dans les zones rurales, si les associations d'agriculteurs et de pêcheurs ou les associations pour l'irrigation étaient étroitement contrôlées par le Guomindang, des candidatures indépendantes étaient cependant autorisées, ce qui a permis d'amorcer un processus de cooptation des nouvelles élites rurales³⁰⁸. De même, dans les syndicats ouvriers dont le nombre est passé, entre 1949 et 1959, de 129 à 685³⁰⁹, les autorités s'efforçaient de placer un insulaire au poste de président et un continental à celui de secrétaire général³¹⁰. En outre, la progressive tolérance de l'opposition *dangwai* reposait implicitement sur la prohibition de toute propagande communiste et même socialiste.

³⁰⁷ Hung-mao Tien, *The Great Transition : Political and Social Change in the Republic of China*, Stanford, Hoover Institution Press, 1989, pp. 44 et 45; Joseph Bosco, « Taiwan Factions: *Guanxi*, Patronage, and the State in Local Politics », in Rubinstein (ed.), *The Other Taiwan* op. cit., p. 135; John C. H. Fei, « A Historical Perspective on Economic Modernization in the ROC », in Ramon H. Myers, *Two Societies in Opposition: The Republic of China and the People's Republic of China after Forty Years*, Stanford, Hoover Institution Press, 1991, p. 100.

³⁰⁸ En 1953, le Guomindang détenait plus des trois-quarts des sièges dans les associations d'agriculteurs : 73,5% au niveau des unités de base, 80,3% au niveau intermédiaire (villes), 90,4% au niveau des associations nationales et 100% au niveau de l'Association des agriculteurs de la province de Taiwan. Source : *Zhongguo Guomindang zhongyang weiyuanhui diwuzu bianyin* (Cinquième division du comité central du Guomindang), *Zhongguo Guomindang nongmingyundong yu Taiwansheng geji nunghui gaijin* (Les mouvements d'agriculteurs du Guomindang et la réforme des associations d'agriculteurs de la province de Taiwan), 1954, pp. 43 et 44.

³⁰⁹ Lin, Ta-chun, *Woguo gonghui lifa zhi yanjiu* (Etude de la législation syndicale taiwanaise), Taipei, Gongshang jiaoyu chubanshe, 1987, p. 36.

³¹⁰ Lin, Chai-lung, *Paths to Democracy : Taiwan in Comparative Perspective*, Thèse de doctorat sous la direction de Juan Linz, Université de Yale, 1998, p. 122.

Dès lors, si la part des ouvriers et des employés dans le secteur industriel et dans celui des services est passée de 64% de la population active dans les années 1970 – celles du « miracle économique » – à 72,87% à la fin des années 1980³¹¹, c'est-à-dire au début de la démocratisation, ceux-ci ont été des acteurs passifs du changement politique. Certes, au cours des années 1980, une vingtaine de mouvements de protestation ont multiplié les manifestations de rue, certains, tels les écologistes, allant jusqu'à se substituer à l'Etat en contraignant, parfois par la violence, les industriels à prendre en compte leurs exigences³¹². Mais ces mouvements ne reflétaient ni un clivage en termes de classes sociales, ni même un clivage en termes partisan – l'opposition *dangwai* n'étant pas à leur origine –, mais seulement des intérêts catégoriels bien définis, selon qu'ils mettaient en cause l'inefficacité de l'Etat colonial³¹³, ses politiques discriminatoires³¹⁴ ou son organisation corporatiste³¹⁵.

Surtout, dès le début des années 1990, c'est-à-dire juste après la levée de la loi martiale en 1987, on a constaté une « politisation » croissante des leaders de mouvements sociaux, c'est-à-dire leur implication dans le débat unification versus indépendance, ce qui ne pouvait qu'affaiblir leurs revendications sociales proprement dites. En 1992 déjà, Hsin-Huang Michael Hsiao, spécialiste des mouvements sociaux à Taiwan, pouvait écrire :

« The debates over the uncompromising independence versus unification alternatives seem to have preoccupied a lot of those labor movement leaders and organizations at the present. It has even caused intragroup conflicts within the labor movement. It has inevitably undermined and even undercut the current and future development of an effective and strong labor movement. How to postpone this ideological and political conflict will be a great challenge to many of the labor movement elite. »³¹⁶

³¹¹ « Employed Persons by Class of Workers », *Statistical Yearbook of the Republic of China 2004*, Directorate General of Budget, Executive Yuan, 2005, pp. 52 et 53.

³¹² Hsin-Huang Michael Hsiao, « Emerging social movements and the rise of a demanding civil society in Taiwan », *The Australian Journal of Chinese Affairs*, n° 24, juillet 1990, p. 168.

³¹³ Mouvements de défense des consommateurs (1980), des sites naturels (1982), des agriculteurs (1987), des handicapés et des personnes âgées (1987), des anciens combattants (1987), des continentaux (1987), des insulaires restés sur le continents en 1949 (1988), mouvements de lutte contre la pollution (1980), contre l'énergie nucléaire (1988). Les dates indiquent l'année de formation de chacun de ces mouvements et sont tirées de *ibid.*, pp. 163-179.

³¹⁴ Mouvements de défense des droits des femmes (1982), des aborigènes (1983), des Hakkas (1988), des minorités religieuses (l'Eglise du Nouveau Testament) (1986), des prisonniers politiques (1987).

³¹⁵ Mouvements regroupant les étudiants (1986), les ouvriers (1987) ou les enseignants (1987).

³¹⁶ Hsin-Huang Michael Hsiao, « The Labor Movement in Taiwan : A Retrospective and Prospective Look », *in* Simon et Kau, *Taiwan: Beyond the Economic Miracle*, op. cit., p. 165.

De fait, dès que les syndicats libres ont été autorisés, le seul parti qui avait vocation à relayer leurs revendications, le Parti du travail (*Laodongdang*) fondé en 1987 au lendemain de la levée de la loi martiale, s'est privé de toute représentativité électorale en se positionnant aussitôt en faveur d'une réunification avec la Chine populaire, alors même que l'essentiel de la population active – ouvriers et surtout cols blancs - est d'origine taiwanaise. Les dix lignes de présentation du parti sur la page d'accueil de son site sont à cet égard significatives. Après avoir rappelé que le parti préconise le socialisme et s'oppose à la démocratie bourgeoise, la seconde moitié de ce court texte est consacrée aux relations avec la Chine, tandis que seuls les impérialismes japonais et américain sont rendus responsables de la confiscation du droit pour Taiwan de déterminer sa propre voie de développement³¹⁷. Le Parti du travail n'a donc jamais eu d'élu au Yuan législatif et a même cessé de se présenter aux élections dès 1992.

Plus fondamentalement, le Minjindang qui avait vocation à être un parti de gauche se faisant le relais des revendications sociales, se définit comme un parti représentant l'ensemble de la population (*quanmin zhengdang*), à l'image de son principal rival, le Guomindang. Tout débat sur les questions sociales est donc l'otage des deux principaux partis dont aucun ne se positionne autrement qu'en fonction des futures relations avec la Chine et n'est à même de disposer d'une large majorité au Yuan législatif. Dès lors, toute réforme de la législation semble dans l'impasse.

Les questions relatives à la liberté d'association et à la reconnaissance effective du droit de négociation collective³¹⁸ sont couvertes par trois lois – la loi sur les syndicats (*gonghui fa*), la loi sur la résolution des conflits du travail (*laozi zhengyi chuli fa*) et la loi sur les conventions collectives (*tuanti xieyue fa*) qui ont été adoptées sur le continent et dont aucune n'a été révisée depuis la démocratisation des institutions politiques : la première a été adoptée en octobre 1929 et n'a été amendée qu'une seule fois en mai 1975 ; la deuxième a été

³¹⁷ « The Labor Party calls for a peaceful resolution of the conflict between the two sides of the Taiwan Strait, ending the state of civil war and cross-Straits military crises, moving gradually towards reunification with a high degree of autonomy for Taiwan. We seek stability and prosperity for Taiwan and are opposed to dependence on Japanese and US imperialism, for which Taiwan has forfeited the right to determine its own path of development. » Source : <http://www.geocities.com/Capital/Hill/Senate/6173/lp-en.htm> (consulté le 21 décembre 2006).

³¹⁸ Il s'agit de l'une des quatre catégories formant le « socle d'une justice sociale sur le lieu de travail et mettant en place un mécanisme assurant aux intéressés une juste répartition des richesses qu'ils ont contribué à créer » selon la Déclaration de l'OIT relative aux principes et droits fondamentaux du travail adoptée en 1998. Les trois autres catégories sont : l'élimination de toute forme de travail forcé ou obligatoire ; l'abolition effective du travail des enfants ; l'élimination de la discrimination en matière d'emploi et de profession (voir le site de l'OIT : www.ilo.org).

promulguée en juin 1928 et amendée quatre fois (le 17 mars 1930, le 27 septembre 1932, le 31 mars 1943 et le 26 juin 1988) et la troisième a été promulguée en octobre 1930 mais n'est entrée en application que le 1^{er} novembre 1982³¹⁹. A l'ordre du jour depuis la fin des années 1990, la refonte de ces lois a fait l'objet de nombreuses consultations entre employeurs, syndicats, experts et députés sans jamais aboutir. Ainsi, depuis que Chen Shui-bian a été élu en 2000, elle a été inscrite à l'ordre du jour du Yuan législatif à trois reprises – en mars 2003, juin 2004 et janvier 2005 –, mais chaque fois les scrutins ont été ajournés.

Surtout, les débats sur la révision de ces lois ont montré à quel point les questions sociales étaient l'otage du clivage indépendance/réunification puisque non seulement les deux partis – dans une stratégie tout électoraliste – défendent des positions très proches les unes des autres³²⁰, mais avec le changement de majorité présidentielle en 2000, celles-ci ont fait l'objet d'un véritable chassé-croisé entre les deux formations. Depuis 2000, le Guomintang défend des positions à l'opposé de la politique qu'il a menée lorsqu'il était au pouvoir. Ainsi, pendant la campagne présidentielle de 2004, il a proposé de reconsidérer la privatisation des entreprises publiques, mais aussi d'introduire des représentants salariés dans leur conseil d'administration alors même qu'il avait rejeté cette proposition faite par les syndicats avant 2000³²¹. De son côté, le Minjindang est devenu clairement néo-conservateur, obligé de courtiser la communauté des hommes d'affaires, majoritairement d'origine taiwanaise mais traditionnellement pro-Guomintang, étant donné le rôle joué par la délocalisation massive de l'industrie taiwanaise sur le continent dans l'avenir des relations avec la Chine. Ainsi, le Minjindang, traditionnellement pro-vert³²², n'a guère permis une avancée substantielle de la cause environnementale depuis 2000³²³.

³¹⁹ Francesca Congiu, « National Identity and the Weakness of Taiwanese Organized Labour », communication présentée à la *Third European Association of Taiwan Studies Conference*, Paris, 30-31 mars 2006 (disponible sur : <http://www.soas.ac.uk/taiwanstudiesfiles/EATS2006/papers/panel4congiupaper.pdf> consulté le 22 décembre 2006).

³²⁰ Ibid.

³²¹ Ho, Ming-sho, « Neo-Centrist Labour Policy in Practice : The DPP and Taiwanese Working Class », in Chang, Bi-yu, Dafydd Fel, et Henning Kloeter (dir.), *What Has Changed ? Taiwan's KMT and DPP Eras in Comparative Perspective*, Wiesbaden, Harrassowitz, 2006, p. 141.

³²² Il existe depuis 1996 un Parti dit vert (*Ludang*), ouvertement indépendantiste lui aussi.

³²³ Ming-sho Ho, « Weakened State and Social Movement: the Paradox of Taiwanese Environmental Politics after the Power Transfer », *Journal of Contemporary China*, vol. 14, n° 43, mai 2005, pp. 339-352.

Une définition ambiguë de la lutte des classes sous la colonisation japonaise

Un parallèle avec la période de la colonisation japonaise s'impose. Si l'hégémonie irrédentiste chinoise paralyse aujourd'hui le débat social à Taiwan, celui-ci a été laissé de côté par l'opposition anticoloniale dont les revendications étaient tout entières centrées sur le statut de l'île. La lutte des classes ne pouvait par nature être à l'ordre du jour de la demande d'autodétermination portée par le Mouvement de pétition pour un parlement taiwanais puisqu'il rassemblait tous ceux qui bénéficiaient le plus de la colonisation – grands et moyens propriétaires fonciers et intellectuels.

« The dilemmas presented by ethno-nationalism cannot be fully appreciated unless we understand it simultaneously as a liberating activity and hegemonic practice within the limitation of a colonial structure. »³²⁴

Certes la lutte des classes était prônée par les factions minoritaires de l'Association culturelle de Taiwan, puis par celles du Parti populaire et, bien sûr, par le Parti communiste taiwanais. Du fait de l'industrialisation tardive de Taiwan et de l'interdiction concomitante de toute formation politique dans le cadre de la politique d'impérialisation lancée en 1937, l'activisme des factions ou partis d'obédience marxiste était essentiellement dirigé vers les paysans. Et de fait, les conflits entre cultivateurs de canne à sucre et compagnies sucrières monopolisées par les Japonais – les conflits de fermage notamment – se multiplièrent et aboutirent à la formation du syndicat paysan taiwanais en 1927³²⁵ qui, dès son premier congrès, affirma son orientation marxiste en recommandant l'abandon du mode traditionnel de revendication – les pétitions –³²⁶ et qui, dès 1931, prôna l'établissement d'un pouvoir des soviets au moyen de révoltes armées³²⁷. Mais outre les campagnes de répression dont furent victimes les dirigeants du syndicat paysan³²⁸, son action fut limitée par l'ambiguïté même de la définition donnée à la lutte des classes par les organisations et partis gauchistes, la classe opprimée étant bien davantage « le peuple de Taiwan » et la classe dominante le colonisateur japonais³²⁹ ce qui tendait à postuler une alliance de classe entre grands et moyens propriétaires fonciers exploités et paysans exploités. De fait, les principaux slogans du Parti

³²⁴ Ching, *Becoming « Japanese »*..., op. cit., p. 82.

³²⁵ Placé sous la direction du syndicat paysan japonais (*Nihon nomin kumiai*).

³²⁶ Lu, *Histoire du Parti communiste de Taiwan* ..., thèse citée, pp. 199 et 200.

³²⁷ Ibid., p. 208.

³²⁸ A la suite de celle du 12 février 1929, la plupart des dirigeants du syndicat paysan furent emprisonnés (ibid., p. 204).

³²⁹ Tsurumi, « Education and Assimilation in Taiwan ... », art. cit., p. 640 et Fulda, « Reevaluating the Taiwanese Democracy Movement ... », art. cit., pp. 367 et 368.

communiste étaient « Vive l'indépendance du peuple taiwanais ! » et « Construire la République de Taiwan ! »³³⁰

Une échappatoire à l'insoluble débat identitaire : le discours sur la modernité

Si la place centrale accordée dans le débat politique à un problème insoluble entraîne *nolens volens* une dépolitisation de la scène partisane, son dépassement n'en est pas moins recherché, hier comme aujourd'hui, par les élites coloniales afin de légitimer leur accommodement à la sujétion hégémonique.

L'accès à l'hygiène et à la santé comme justificatif ultime de la soumission à l'hégémonie impériale nipponne

Jusqu'en 1945, très rares étaient les membres de l'élite taiwanaise ayant pu voyager hors d'Asie ; ils ont été nombreux en revanche à se rendre en Chine comme au Japon. Dès lors, face au spectacle de la misère extrême régnant en Chine, y compris dans les concessions étrangères, l'horizon de modernité de l'élite taiwanaise s'est résumé au Japon et il y a donc eu amalgame entre « Japon » et « modernité », mais aussi entre « nipponification » et « modernisation ».

C'est avant tout en justifiant leur accès à la modernité que les membres de l'élite taiwanaise ont pu s'accommoder de leur statut de sujet impérial – quel que fut par ailleurs leur combat pour l'établissement d'un parlement local – et, par là même, légitimer la colonisation. L'accès à la modernité, notamment dans les domaines de l'hygiène et de la santé, est devenu le justificatif ultime de la soumission à l'hégémonie impériale et le substitut au débat identitaire insoluble. A cet égard, il est significatif que nombre d'étudiants taiwanais qui avaient la possibilité de faire des études supérieures au Japon, écartaient délibérément les sciences sociales et la carrière de l'enseignement afin de ne pas devenir des instruments du colonisateur à leur retour sur l'île. En revanche, les sciences dites exactes, et plus particulièrement l'exercice de la médecine, leur permettaient de se situer au dessus de tout débat politique. Le héros de *L'Orphelin d'Asie*, Hu Taiming, choisit d'étudier la physique au Japon car il pense que les sciences représentent le futur. A contrario, le père de l'héroïne dans

³³⁰ Lu, *Histoire du Parti communiste de Taiwan ...*, thèse citée, p. 183.

Le Jardin des égarements a été élevé dans une famille qui a non seulement opposé une résistance passive au colonisateur nippon mais où aucune hiérarchie sociale entre les membres de l'opulente famille et sa domesticité ne devait être ostensible.

« 'Je me souviens que dans mon enfance le chauffeur ne portait pas d'uniforme parce que ton grand-père éprouvait de la compassion pour les inférieurs et ne voulait pas que les gens remarquent son statut du premier coup d'œil ; il se plaisait à répéter que nous étions comme une grande famille, sans inférieurs ni supérieurs. Cet enseignement de ma petite enfance m'a beaucoup influencé, quand je suis allé au Japon plus tard ; je n'ai pas suivi la majorité qui se destinait aux études médicales, j'ai étudié ce qui n'attirait que peu de monde, les sciences politiques.' »³³¹

Dans une recherche reposant sur des entretiens avec des médecins taiwanais sous la colonisation japonaise et sur l'analyse de leurs Mémoires³³², Lo Ming-cheng part de leur appréhension de la profession médicale, décrite comme étant au bout du compte « moderne » (*gendaiteki* en japonais ou *xiandaide* en chinois).

« The modern, for them, stood for an ideal situation in which human lives could be continually improved by rational thinking and action. These two major themes, rationality and humanism, structured their own interpretations of their modern professional experiences. »³³³

Puis il montre comment c'est avant tout en justifiant son accès à « la modernité » que l'élite taiwanaise a pu s'accommoder de son statut de sujet impérial, en particulier pendant la période dite d'impérialisation (*kominka*) et, par là même, légitimer la colonisation.

« As they tended to use *Japanese* and *modernist* interchangeably, they barely felt the need to resist the influence of Japanese culture on Taiwan. »³³⁴

« At their medical institutions, these doctors negotiated a specific understanding of modernity that could, in their interpretation, be unhinged from the colonial project that delivered modernity to the colony in the first place. »³³⁵

³³¹ Li, *Le Jardin des égarements*, op. cit., p. 191.

³³² Ming-cheng M. Lo, *Doctors within Borders: Profession, Ethnicity, and Modernity in Colonial Taiwan*, Berkeley, University of California Press, 2002, 253 pages et « Between Ethnicity and Modernity: Taiwanese Medical Students and Doctors under Japan's *Kominka* Campaign, 1937-1945 », *Positions*, vol. 10, n° 2, automne 2002, pp. 281-332.

³³³ Lo, « Between Ethnicity and Modernity ... », art. cit., p. 299.

³³⁴ Ibid., p. 300. Souligné dans le texte.

³³⁵ Ibid., p. 317.

Mais en se réclamant de la modernité, ces médecins remettaient en cause le monopole détenu dans ce domaine par le colonisateur. Dès lors, la séquence de la colonisation japonaise de Taiwan prouve que la colonisation n'est pas le vecteur d'une modernité qui lui serait préexistante, mais que la modernité est bien le produit intrinsèque de la colonisation³³⁶. Ce faisant, c'est toute la relation au colonisateur qui était dépolitisée car posée en termes techniques et professionnels et promouvant le rationalisme et l'humanisme.

Ainsi, pendant la période dite d'impérialisation, les médecins taiwanais ont réajusté leur discours pour « neutraliser » et « dépolitiser » leur participation à la guerre.

« While working for a medical community that now mainly served the military state, they described their medical duties as being for the 'people', not the 'empire'. This readjustment of the discourse on the health of the empire recentered the rhetoric on people rather than the state or the military; it allowed doctors to view their participation in the wartime medical system in a more positive light. These doctors were able to maintain that the war was irrational and the dispatching of Taiwanese doctors unfair, while they continued to participate in the medical missions that assisted the military state. »³³⁷

Transformer Taiwan en avant-poste de l'économie mondialisée pour mieux résister à l'hégémonie irrédentiste chinoise

L'échappatoire que constitue la modernité à l'insoluble débat identitaire se retrouve dans la période immédiatement contemporaine. Les débats autour de la représentation qui sous-tend l'institution nationale étant biaisés par la menace chinoise et l'absence de consensus sur les relations avec la Chine, l'imaginaire national se développe autour des multiples initiatives visant à transformer Taiwan en avant-poste de l'économie mondialisée.

Certes, il s'agissait dans un premier temps d'empêcher que l'intégration économique sino-taiwanaise ne se double d'une perte de compétitivité de l'industrie insulaire afin que Taiwan puisse conserver son indépendance de fait. Au début des années 1990, soit quelques

³³⁶ Pour une réflexion sur cette question, voir Tani E. Barlow, « Introduction : On 'Colonial Modernity' », in Tani E. Barlow (dir.), *Formation of Colonial Modernity in East Asia*, Durham et Londres, Duke University Press, 1997, pp. 1-20.

³³⁷ Lo, « Between Ethnicity and Modernity ... », art. cit., p. 310.

années après la reprise des échanges avec la Chine³³⁸, les autorités taiwanaises ont donc multiplié les projets visant à développer des activités de recherche et développement à Taiwan et à transformer l'île en une « Green Silicon Island » (*Lüse xidao*). En tant que tel, ce projet n'est certes pas spécifique à Taiwan. Mais en incorporant ouvertement la globalisation dans le processus de construction nationale, la stratégie des dirigeants taiwanais vise à dépasser, et l'insoluble débat identitaire, et l'absence de consensus sur les relations avec la Chine. Face à l'entreprise hégémonique chinoise, chaque projet et même chaque étape d'un projet produisent des discours qui traduisent un consensus entre acteurs publics et privés, entre acteurs nationaux et transnationaux (les investisseurs taiwanais sur le continent) et qui, parce qu'il s'agit *in fine* de gérer les relations avec la Chine, sont partie prenante de la représentation qui sous-tend l'institution nationale. C'est donc tout un imaginaire national qui se développe autour des multiples initiatives visant à transformer Taiwan en avant-poste de l'économie mondialisée.

« In fact, recent ideological shifts of Taiwanese nationalism have been characterized by their deliberate attempts to stage Taiwan against a global backdrop and to incorporate elements of 'internationalization/globalization' into the new Taiwanese identity. »³³⁹

« 'transnational mobility' is now regarded as a defining characteristic of the Taiwanese people, 'global culture' is viewed as a component of Taiwanese culture (as differentiated from Chinese culture), and the magic term 'globalization' is employed, both as rhetoric and as policy, to build the nation³⁴⁰. »

Autrement dit, si la politique de « taiwanisation » de la culture reste toujours à l'ordre du jour, ce sont bien davantage l'hétérogénéité et l'hybridité qui, selon la rhétorique officielle, caractériseraient cette culture que son homogénéité et son authenticité. Depuis 2000, la politique culturelle est donc tout entière axée sur une indigénisation (*bentuhua*) conçue comme produit de la globalisation (*quanqihua*).

³³⁸ Ceux-ci ont été autorisés à partir de l'automne 1987, mais sous des conditions très restrictives. C'est seulement à partir de 1992 que les grandes entreprises taiwanaises ont massivement délocalisé leur production sur le continent chinois.

³³⁹ Horng-luen Wang, « Rethinking the Global and the National: Reflections on National Imaginations in Taiwan », *Theory, Culture & Society*, vol. 17, n° 4, 2000, pp. 98 et 99.

³⁴⁰ *Ibid.*, p. 111.

Mais répondant à la double nécessité politique de ne pas faire perdre à l'industrie taiwanaise sa compétitivité face à la Chine et de différencier culturellement Taiwan de cette dernière, cette politique dite culturelle est avant tout centrée sur ses retombées économiques. Selon la formule de l'anthropologue Chen Chi-nan, « la culture doit s'industrialiser et l'industrie se cultiver » (*wenhua chanye hua, chanye wenhua hua*). Il ne s'agit rien moins que d'une vaste opération de marketing et de labellisation de Taiwan³⁴¹ comme substitut à un nationalisme que ne peut s'affirmer sur la scène internationale. Dans les faits, cette opération de marketing s'est traduite par des investissements dans des infrastructures (maisons de la culture, notamment) et non dans la culture, dans les industries dite de création - la mode au service de la « création d'un costume national »³⁴² – et non dans la création elle-même. Or, si le Guomintang a initié la « taiwanisation » de la culture pour rester au pouvoir pendant les années de la transition démocratique, la politique culturelle qu'il propose aujourd'hui n'est guère différente de celle du Minjindang comme l'indique son *Livre blanc sur la culture* (*Wenhua baipishu*) de 2004 qui propose de poursuivre la taiwanisation en développant l'industrie digitale et les loisirs.

Conclusion

Trop succincte, cette contribution pourrait suggérer que la relation hégémonique se reproduit à l'identique, même si elle emprunte des répertoires qui sont fonction du contexte historique. Tel n'est certainement pas le cas. Si l'on revient sur la démocratisation des institutions, celle-ci est bien réelle, comme il a été mentionné en introduction et l'étendue des libertés publiques est bien la preuve que la Chine populaire n'exerce aucun contrôle effectif sur l'île. On peut également considérer que dans un monde de plus en plus globalisé et néolibéral, il est « normal » qu'un parti au pouvoir ait une marge de manœuvre restreinte sur les questions économiques et sociales.

Mais il reste la spécificité de la relation hégémonique. Choisir ce prisme pour analyser le cas doublement paradoxal de Taiwan – un Etat indépendant de fait et une succession de moments coloniaux irréductibles les uns aux autres – permet de saisir des analogies qui éclairent d'un jour différent les modalités concrètes de l'exercice du pouvoir depuis la

³⁴¹ Voir notamment Bi-yu Chang, « De la taiwanisation à la dé-sinisation: La politique culturelle depuis les années 1990 », *Perspectives chinoises*, n° 85, septembre-octobre 2004, pp. 43-45.

³⁴² Rita Fang, « Fashion Designers Enlisted to Create National Costume », *Taiwan Journal*, 15-21 novembre 2003.

démocratisation comme la portée de la revendication chinoise. Il ne s'agit pas de penser ces modalités dans une continuité toute linéaire, mais en termes de *modus operandi*. En surdéterminant le politique par la question statutaire, l'hégémonie irrédentiste chinoise reconduit bien le questionnement identitaire tel qu'il a été formulé sous la colonisation japonaise et par là même suggère d'appréhender les modes de domination hégémonique qui se sont exercés à Taiwan moins en termes de disjonction, de ruptures, qu'en termes d'enchevêtrement. De même, la reconduction des formes d'accommodement et de dépassement générées par l'insoluble débat identitaire suggère que la reconnaissance de la souveraineté de la Chine sur Taiwan n'est pas qu'un simple rituel diplomatique dans la mesure où il produit bien de la relation hégémonique.